

**L'EXTRÊME DROITE
EN FRANCE**

**UNE ENQUÊTE SUR LES RÉSEAUX
SOCIAUX**

**Immersion, collecte, analyse,
pour combattre l'extrême droite**

Par D. Chauvet et T. Danton

A Florence Aubenas
A Günter Wallraff

Merci à Estelle, François, Mohammed et Régis

« Pour combattre son ennemi, il faut bien le connaître »

Alexandre Dumas

*Tous les prénoms ont été modifiés dans les différents chapitres.

Ce document ne sort pas de nulle part. Il n'a pas été écrit en quelques semaines, mais il a nécessité plusieurs années de travail : immersion, collecte, analyse, écriture. Les auteurs sont historiens du nazisme et donc très vigilants et attentifs à l'étude de l'extrême droite sous toutes ses formes et dans toute sa diversité, attentifs à ses métamorphoses, à ses objectifs et à ses moyens.

Le nazisme est le point culminant d'un programme politique et d'une idéologie d'extrême droite au pouvoir. Il

en représente le degré maximum. D'autres régimes similaires ont existé dans la galaxie de l'idéologie d'extrême droite dont le régime de Franco en Espagne, le régime fasciste italien de Mussolini, et les juntas sud-américaines de Pinochet, de Videla, de Stroessner, mais aussi brutaux et tyranniques furent-ils, aucun n'engendra autant de morts et de souffrances que le nazisme. Il est la figure de proue d'une idéologie politique mortifère.

Forts de ce parcours d'historiens du nazisme, il est donc logique que les auteurs, déjà auteurs de plusieurs articles sur l'extrême droite, aient choisi de concevoir et de réaliser cette enquête sur l'extrême droite en France, notamment à partir d'une étude des comportements sur les réseaux sociaux, de manière à aller plus loin dans l'analyse et pour en saisir l'actuel degré de dangerosité.

Il est des enquêtes qui dérangent, non parce qu'elles offensent, mais parce qu'elles révèlent. Le document en votre possession fait partie de celles-là. Fruit d'un long travail de terrain, de patience, de persévérance, ce document plonge au cœur d'un phénomène aussi préoccupant que déterminant : la recomposition de l'extrême droite française à l'ère numérique.

Nous n'avons pas choisi la distance confortable du commentaire. Nous avons choisi l'immersion. Pendant plusieurs années, nous avons arpenté les espaces où l'idéologie d'extrême droite se fabrique, se diffuse, se radicalise : sur X (ex Twitter), dans des groupes fermés sur Telegram, sur des pages Facebook et comptes TikTok, sur des forums obscurs et podcasts populaires, mais aussi dans des rassemblements militants et réunions informelles. Nous avons observé, écouté, interrogé, recueilli.

Ce travail n'est ni une compilation d'archives ni une analyse abstraite. C'est une plongée dans des univers bien réels, dans des récits de vie, dans des stratégies de communication élaborées, souvent redoutablement efficaces. Le récit qui en découle est précis, documenté, parfois glaçant. Il montre comment l'extrême droite a investi le terrain numérique avec méthode : en jouant sur les émotions, en maîtrisant les algorithmes, en créant des communautés soudées autour de récits victimaires, identitaires, voire conspirationnistes.

Mais ce document ne se contente pas de décrire. Il analyse, avec une rigueur salubre, les dynamiques de diffusion, les mécanismes de radicalisation, les glissements du langage et les formes de normalisation. Il montre aussi, en creux, les failles de notre société : l'érosion des repères, la défiance envers les institutions, le sentiment d'abandon qui nourrit ces adhésions.

Lire ce document, c'est accepter de regarder en face un visage de la France contemporaine trop souvent caricaturé ou sous-estimé. C'est se donner les moyens de comprendre une offensive idéologique qui ne dit pas toujours son nom, mais qui avance, résolument. C'est, enfin, reconnaître l'utilité vitale d'un travail d'enquête engagé dans sa mission première : informer, alerter, expliquer.

Mais, le document ne se limite pas à l'observation du présent : il s'enracine dans une lecture historique essentielle pour saisir la continuité et les mutations de l'extrême droite en France. Plusieurs chapitres retracent les grandes étapes de cette mouvance, depuis les ligues nationalistes de l'entre-deux-guerres jusqu'à la recomposition autour du Front national, puis du Rassemblement national. Le document explore aussi les ramifications idéologiques de l'extrême droite française, de Maurras à la Nouvelle Droite, en passant par les

milieux catholiques intégristes et les identitaires. Ces rappels historiques permettent de comprendre comment un courant longtemps marginalisé a su, au fil du temps, investir le champ politique, culturel et désormais numérique avec une efficacité redoutable.

Ce document s'ouvre par une étude historique de l'extrême droite et de ses différents courants en France. Ensuite, le lecteur trouve le bilan de plusieurs années d'immersion sous diverses formes dans les milieux d'extrême-droite français, notamment – mais pas uniquement – sur les réseaux sociaux. Cette enquête, cette plongée, dans les milieux de l'extrême droite s'est faite avec la création de comptes sur différents réseaux sociaux (+ de 4 000 comptes suivis), mais aussi par l'adhésion à différents partis ou mouvements, sésame indispensable pour aller plus loin et assister à tous les types de réunions (dont les réunions d'appartement) ou avoir accès à une nombreuse documentation.

Ce document est né d'une nécessité : comprendre. Comprendre comment, en quelques années, l'extrême droite en France est passée d'une frange marginale à une force capable de structurer des pans entiers du débat public. Comprendre surtout comment elle a su s'adapter aux codes de la modernité numérique, utilisant les réseaux sociaux non seulement comme caisse de résonance, mais comme outil de recrutement, de radicalisation et de banalisation de ses idées.

Pendant plusieurs années, nous nous sommes immergés dans ces univers. Derrière les pseudos et les avatars, dans les forums, les groupes Telegram, les chaînes YouTube ou les fils X (Twitter), nous avons observé, écouté, parfois interagi. Nous avons rencontré des militants, des anonymes séduits par une idéologie, mais aussi des repentis, des lanceurs d'alerte, des anciens trolls devenus lucides. L'enquête s'est également prolongée dans le

monde physique : manifestations, réunions, colloques, mais aussi bars et quartiers où s'expriment les tensions sociales sur lesquelles l'extrême droite prospère.

Ce document n'est ni un pamphlet ni un simple constat. Il se veut rigoureux, appuyé sur des faits, des témoignages, des données. Nous avons croisé les sources, confronté les récits, cherché à démêler le vrai du faux, à identifier les stratégies de communication, de manipulation et d'influence. Car si l'extrême droite a toujours su jouer sur les peurs et les frustrations, elle a désormais les moyens technologiques de les amplifier à une échelle inédite.

Nous n'avons pas voulu juger, mais comprendre et faire comprendre. Comprendre les ressorts d'une idéologie en mutation, ses nouvelles formes d'expression, ses alliances inattendues avec des acteurs du numérique, parfois même avec des figures médiatiques ou culturelles. Comprendre aussi pourquoi une part croissante de la société s'y reconnaît, ou du moins s'en accommode.

Ce document s'adresse à toutes celles et ceux qui refusent de détourner le regard. À celles et ceux qui, sans complaisance ni simplification, veulent voir et nommer les mécanismes à l'œuvre. Car face à une mouvance qui avance masquée, qui sait se réinventer et se rendre désirable, il est urgent de décrypter, de documenter, de témoigner.

C'est ce que nous avons tenté de faire, avec méthode, avec prudence, mais sans détour.

Introduction

L'extrême droite en France, longtemps marginalisée dans le débat public, occupe aujourd'hui une place centrale dans le paysage politique, médiatique et numérique. Si elle s'est historiquement appuyée sur des réseaux militants

structurés autour de figures emblématiques et de partis comme le Front national, sa mutation récente est marquée par une diversification de ses modes d'action, de ses référents idéologiques et de ses canaux de diffusion. Parmi ces derniers, les réseaux sociaux — et plus particulièrement X (Twitter) — jouent un rôle clé dans la recomposition des dynamiques militantes, l'amplification des discours identitaires, et la normalisation de thématiques autrefois reléguées aux marges.

Ce travail d'immersion a pour ambition d'explorer ces transformations en combinant une enquête de terrain auprès de groupes et figures de l'extrême droite française, et une observation minutieuse de leur présence et de leurs stratégies sur X (Twitter). Il ne s'agit pas ici de proposer une cartographie exhaustive de ce milieu hétérogène, mais de saisir, depuis l'intérieur, les mécanismes de production, de circulation et de réception des discours qui en émanent. Cette double approche — numérique et physique — permet de mettre en lumière les continuités et les disjonctions entre les pratiques en ligne et les engagements concrets sur le terrain.

L'enquête s'appuie sur plusieurs années d'observation participante et non participante, tant dans des manifestations, réunions publiques ou événements organisés par des groupes nationalistes, identitaires ou souverainistes, que sur des fils de discussion, comptes-clés et hashtags structurants sur X (Twitter). Le choix de cette plateforme n'est pas anodin : elle est aujourd'hui l'un des espaces privilégiés de l'extrême droite pour tester des récits, mobiliser des soutiens, harceler les opposants, mais aussi pour construire une forme de contre-hégémonie discursive face aux médias traditionnels.

X (Twitter) permet, par sa brièveté et sa viralité, de condenser des slogans, de détourner des événements d'actualité, de lancer des campagnes coordonnées, ou

encore de construire des figures d'autorité au sein de la « fachosphère », terme désignant la nébuleuse d'acteurs d'extrême droite en ligne. Ce travail se donne ainsi pour objectif de décrypter les codes, les symboles, les narratifs et les interactions qui traversent ces espaces numériques.

Parallèlement, l'immersion sur le terrain offre une perspective incarnée de ces logiques, en révélant les tensions entre discours publics et pratiques internes, les rivalités idéologiques, les hiérarchies implicites, ainsi que les processus de socialisation à l'idéologie d'extrême droite. Elle permet également de comprendre comment les logiques de visibilité numérique influencent les comportements hors ligne, jusqu'à parfois redéfinir les modalités de l'engagement politique.

Ce travail s'inscrit dans une démarche qualitative, croisant des outils issus de l'ethnographie, de la sociologie politique et de l'analyse des réseaux sociaux. Il repose sur une attention constante à l'éthique de l'enquête, notamment en ce qui concerne l'anonymisation des données, la protection des sources, et la posture du chercheur face à des propos ou des actions potentiellement violents, discriminatoires ou illégaux.

En documentant de manière immersive et contextualisée les formes contemporaines de mobilisation de l'extrême droite, ce document entend contribuer à une meilleure compréhension des ressorts de son attractivité, de sa plasticité idéologique, et de sa capacité d'adaptation aux mutations du champ médiatique. Il vise aussi à interroger les effets de l'hybridation entre militantisme en ligne et actions de terrain sur les trajectoires individuelles, les dynamiques collectives, et les configurations politiques plus larges.

Dans un contexte marqué par une polarisation croissante du débat public, des crispations identitaires et une défiance

généralisée envers les institutions, analyser les réseaux d'extrême droite ne relève pas d'une curiosité marginale, mais d'un impératif démocratique. Car comprendre, c'est déjà commencer à désamorcer.

Note liminaire

L'extrême droite en France en 2025 représente une menace de plus en plus tangible pour la cohésion sociale, les valeurs républicaines et le principe fondamental de la liberté d'expression. Portée par des discours de haine, de division et de rejet de l'autre, elle se nourrit de la peur et de l'intolérance. Ses idéologies, qui trouvent une résonance de plus en plus large à travers les réseaux sociaux, cherchent à détruire les acquis sociaux et à fissurer le tissu social français. En se présentant comme le défenseur d'une « France authentique » et « pure », elle exclut tout ce qui s'éloigne de son idéal raciste, nationaliste et intolérant.

L'argument selon lequel l'immigration serait une menace pour l'identité nationale est l'un des piliers de l'extrême droite contemporaine. Pourtant, l'histoire de la France est celle d'une nation qui a toujours été bâtie par des vagues successives d'immigrés, qui ont enrichi culturellement, économiquement et intellectuellement le pays. Les propos de certains leaders d'extrême droite, qui traitent les immigrés de « parasites » ou d'« envahisseurs », sont une attaque directe à l'héritage républicain qui prône l'égalité de tous, sans distinction d'origine ou de croyance. La stigmatisation des musulmans, souvent utilisée comme un prétexte pour attaquer toutes les communautés immigrées, n'a fait qu'aggraver les fractures sociales et semer des graines de violence.

Depuis plusieurs années, l'extrême droite n'a cessé de se radicaliser, en manipulant l'opinion publique par des discours populistes et démagogiques. En cherchant à exploiter les peurs liées au changement climatique, à l'instabilité économique ou à la montée des inégalités sociales, elle détourne ces préoccupations légitimes pour justifier ses thèses xénophobes et sécuritaires. Elle fait de la peur de l'autre, de la haine de l'étranger et du rejet de la diversité les moteurs de sa politique. Cette stratégie populiste semble séduire une partie de la population, particulièrement parmi ceux qui se sentent marginalisés ou oubliés par les partis traditionnels.

La montée de l'extrême droite pose également un défi majeur à la démocratie elle-même. Ses leaders, en permanence dans l'invective et la mise en cause des institutions républicaines, cherchent à affaiblir l'État de droit et à renforcer une politique autoritaire et de plus en plus violente. L'incitation à la haine, au populisme et à la violence verbale est désormais acceptée dans les discours politiques traditionnels. Mais les faits sont là : l'extrême droite menace les principes d'égalité, de liberté et de fraternité qui fondent notre République. Elle nie les droits des femmes, des minorités et des communautés marginalisées. Elle véhicule une vision du monde rétrograde, où les valeurs de solidarité et de justice sociale sont sacrifiées au nom de l'ordre et de la pureté ethnique.

Le danger de l'extrême droite en 2025 réside dans sa capacité à diviser et à dresser les Français les uns contre les autres. Les discours haineux ne font pas qu'attiser des rancœurs ; ils créent une fracture profonde entre les différentes communautés. Cette stratégie de division ne sert qu'un but : l'ascension d'une élite populiste,

conservatrice et autoritaire qui entend soumettre la société à une idéologie de plus en plus extrémiste. La peur de l'autre, qu'elle soit ethnique, religieuse ou sociale, devient le fil conducteur de ce projet politique qui, en s'infiltrant dans le discours public, menace de détruire ce qui reste des fondements de la République.

Il est urgent de réagir. Refuser l'extrême droite, c'est protéger la diversité, c'est défendre la solidarité et c'est refuser de laisser la peur et la haine régir nos vies. La France ne doit pas tomber dans le piège tendu par ceux qui veulent l'amener sur une voie sombre, divisée, où la peur et la violence deviennent des valeurs acceptées. Ce n'est qu'en restant unis, ouverts et solidaires que nous pourrons empêcher l'extrême droite de s'installer durablement dans le paysage politique français. Il est plus que jamais essentiel de défendre nos principes républicains et de lutter contre ceux qui cherchent à les détruire, au nom d'une vision rétrograde et intolérante de notre pays.

L'extrême droite en France de 1780 à 1900

À la fin du XVIII^e siècle, la France se trouve à la croisée des chemins. La monarchie, vieille de plusieurs siècles, vacille sous les coups de la Révolution, et dans la fièvre des changements, une nouvelle idéologie émerge, profondément antirévolutionnaire. L'Ancien Régime, symbole d'une France catholique, monarchique et aristocratique, est renversé par la révolte populaire. Toutefois, cette révolution ne conquiert pas l'adhésion de tous. Pour beaucoup, c'est un monde qui s'effondre. Les anciens royalistes, déçus et désorientés, commencent à s'organiser en une opposition farouche, nourrie d'une

nostalgie douloureuse pour l'ordre ancien. Ce n'est pas encore une extrême droite au sens moderne, mais une opposition féroce à la modernité qui s'amorce. Les Vendéens, plongés dans la guerre civile, deviennent les symboles de cette résistance à la Révolution, s'accrochant à des valeurs dépassées, mais profondément enracinées dans l'histoire de la France.

La Révolution finit par balayer la monarchie, mais les espoirs des révolutionnaires s'effondrent sous la guillotine et la terreur. L'émergence de Napoléon Bonaparte, dictateur et empereur, change la donne. Si Napoléon, bien que fils de la Révolution, incarne une certaine forme de pouvoir autoritaire, il n'en reste pas moins une figure qui déplaît profondément aux partisans de la royauté absolue. Mais l'Empire, bien que fondé sur une autorité militaire et des réformes qui modernisent la France, laisse dans l'ombre une France royale et catholique, une France que certains n'ont jamais abandonnée. Lorsque Napoléon est défait à Waterloo en 1815, c'est la fin d'un rêve, mais aussi l'occasion pour les royalistes de ressusciter leur idéal de monarchie sacrée. Le retour de la dynastie des Bourbons avec Louis XVIII, bien que modéré, ravive les passions des ultras qui réclament un retour à une monarchie absolue.

Sous la Restauration, la droite contre-révolutionnaire se structure. Les royalistes les plus farouches, appelés les ultras, s'organisent et préparent le terrain pour une bataille culturelle et politique contre les idées républicaines. Leurs ennemis sont nombreux : les idéaux de 1789, la laïcité montante, et la montée en puissance de la bourgeoisie. Parmi les ultras, on trouve des penseurs comme Joseph de Maistre, qui théorise une contre-révolution fondée sur la

monarchie divine et la hiérarchie sociale, rejetant en bloc les principes républicains qui, selon lui, ont plongé la France dans le chaos. Mais ces idées restent, en grande partie, marginales à la faveur d'une France bourgeoise qui tente de se reconstruire sur des bases plus modérées. La révolution de 1830, qui chasse Charles X et met sur le trône Louis-Philippe, voit la montée d'une autre forme de révolte, plus subtile, contre l'ordre établi. Les légitimistes refusent ce roi bourgeois et placent leurs espoirs dans le comte de Chambord, prétendant au trône avec une vision d'un royaume intact dans sa pureté.

Avec l'émergence du Second Empire, Napoléon III devient une figure centrale pour une partie des conservateurs et des nostalgiques du pouvoir impérial. Cependant, si certains royaux et bonapartistes trouvent en lui une figure de rassemblement, l'opposition demeure vivace. Les républicains et les socialistes, qui croisent leurs armes, livrent une lutte constante contre l'autoritarisme du régime. L'Empire s'effondre en 1870 sous les coups de la guerre contre la Prusse, et la France se retrouve dans un état de confusion. La défaite entraîne la chute du Second Empire et la proclamation de la Troisième République. La guerre de 1870 et la Commune de Paris, qu'elle entraîne, vont être des catalyseurs pour l'extrême droite, qui voit dans ces événements une révolte contre l'ordre et une trahison des valeurs profondes de la nation.

Dans les années qui suivent, le mouvement extrémiste prend une nouvelle forme. Il ne se contente plus de défendre l'ordre monarchique, il s'attaque désormais à la République elle-même, qu'il juge comme l'ennemi par excellence. À travers des figures comme Édouard

Drumont, l'antisémitisme fait son apparition comme idéologie de masse. Dans son livre *La France juive* (1886), Drumont incrimine les Juifs comme responsables des malheurs de la France, les accusant de diriger les finances, les médias et les politiques. Ce discours, qui se nourrit de peur et de préjugés, trouve un écho chez une partie de la population, qui se sent dépossédée de son pouvoir face à la montée des républicains et des socialistes. Ce n'est plus seulement une opposition politique ; c'est une opposition identitaire, ethnique, qui se nourrit de la peur du changement.

En parallèle, une droite nationaliste et militariste commence à prendre forme. Les ligues patriotiques, telles que la Ligue des patriotes, se font entendre, portées par des figures comme Paul Déroulède. Celles-ci réclament un retour à l'ordre, une protection de l'identité nationale et une opposition radicale à tout ce qui pourrait remettre en cause l'homogénéité du peuple français. Cette forme de nationalisme, bien que diverse, partage un point commun : une peur irrationnelle de l'étranger et une détestation des réformes républicaines. Dans ce climat, l'affaire Dreyfus, éclatant en 1894, devient l'élément déclencheur d'un affrontement violent entre la droite et la gauche. L'accusation de trahison portée contre le capitaine Dreyfus, un officier juif, entraîne une déferlante d'antisémitisme, et les ligues de droite montent en puissance. Elles voient dans l'affaire Dreyfus un symptôme de la décadence morale de la République.

Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, l'extrême droite en France, composée de royalistes, de nationalistes, de catholiques intégristes, de bonapartistes et d'antisémites, s'organise pour contrer ce qu'elle perçoit comme un déclin moral,

politique et culturel. Elle prône un retour à l'ordre, à la grandeur de la nation, et une exclusion de tout ce qui est perçu comme étranger ou subversif. Le clivage entre la droite et la gauche, entre les partisans d'une France républicaine et les défenseurs d'un ordre ancien, devient plus aigu. Les fondations de l'extrême droite moderne se posent là, dans un mélange de nationalisme, de religiosité et de résistance à la démocratie républicaine.

Dans cette période tumultueuse, l'extrême droite devient une force irrésistible, annonçant déjà les tragédies et les combats idéologiques du XX^e siècle. La France, déchirée entre ses idéaux républicains et ses tentations conservatrices, prépare le terrain pour des luttes qui marqueront son avenir. Au tournant du siècle, la question du destin de la France est sur toutes les lèvres, et l'extrême droite se pose en gardienne d'une identité sacrée, menacée par le chaos républicain et les forces extérieures.

L'extrême droite de 1901 à 2025

L'histoire de l'extrême droite en France entre 1901 et 2025 qui se déploie sur plusieurs décennies, est marquée par une succession de crises sociales, politiques et économiques qui façonnent profondément l'idéologie et les pratiques de ce courant. Dès le début du XX^e siècle, l'extrême droite se distingue comme une force réactive face à l'essor du républicanisme et du socialisme. En 1905, la loi de séparation des Églises et de l'État, qui établit la laïcité en France, constitue un événement catalyseur pour les courants les plus conservateurs et catholiques de la droite. Le rejet de la laïcité, perçue comme une atteinte à l'ordre divin et aux traditions nationales, devient un pilier de la

pensée extrémiste de cette époque. Les monarchistes et les nationalistes commencent à s'organiser autour d'une idéologie ancrée dans la défense des valeurs chrétiennes et de l'autorité de l'État.

L'affaire Dreyfus (1894-1906) demeure une fracture majeure dans l'histoire politique de la France, divisant profondément la société et anticipant les lignes de clivage à venir. L'antidreyfusisme, en particulier, cristallise un nationalisme radical qui se transforme en une forme d'extrême droite. Des figures comme Maurice Barrès, souvent considéré comme un précurseur de la droite nationaliste, incarnent ce rejet viscéral de la république et de la modernité. Ils articulent un discours d'« indigence nationale » qui dénonce l'idéologie républicaine comme un danger pour l'identité et la culture française.

Dans les années 1930, l'extrême droite française prend un tournant plus radical. Le contexte international, marqué par l'ascension du fascisme en Italie et du nazisme en Allemagne, crée un terreau fertile pour les idées autoritaires. L'Action Française, dirigée par Charles Maurras, incarne cette mouvance réactionnaire et monarchiste. Il prône une réorganisation totale de la société autour des principes du nationalisme, de la monarchie et de l'Église. L'Action Française, portée par un antisémitisme virulent et un rejet absolu de la république, devient un des courants les plus influents de l'extrême droite. Cette période voit également l'émergence des Croix-de-Feu, dirigées par le colonel François de La Rocque, qui mêle nationalisme, militarisme et une forme de corporatisme. L'extrême droite se structure ainsi autour d'une opposition au parlementarisme, jugé inefficace, et à la République, perçue comme une forme de faiblesse.

La Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande de la France bouleversent encore la donne. La collaboration de certains membres de l'extrême droite, tels que le Rassemblement national-populaire dirigé par Marcel Déat, avec le régime de Vichy, déstabilise les bases de l'ultra-nationalisme. Sous le régime de Vichy (1940-1944), l'extrême droite française connaît un essor significatif. Le maréchal Pétain, à la tête de l'État français, instaure un régime autoritaire collaborant avec l'Allemagne nazie, dans lequel de nombreux mouvements d'extrême droite trouvent un terrain favorable. Ces groupes, comme la *Milice française* ou le *Parti populaire français* de Jacques Doriot, soutiennent activement la collaboration, la propagande antisémite et la répression des résistants. L'idéologie de la Révolution nationale, prônée par Vichy, repose sur des valeurs d'ordre, de travail, de famille et de rejet de la démocratie, en écho aux thèses fascistes. L'extrême droite voit dans la défaite de 1940 une opportunité de renverser les valeurs républicaines issues de 1789. Elle s'en prend aux Juifs, aux communistes, aux francs-maçons et aux étrangers, accusés d'être responsables du déclin de la France. L'antisémitisme d'État se concrétise par des lois raciales et la participation à la déportation des Juifs. Certains intellectuels et journalistes, comme Céline ou Brasillach, participent à la propagation de ces idées radicales.

De même, Louis Darquier de Pellepoix joue un rôle central dans la politique antisémite du régime de Vichy. Nommé en mai 1942 commissaire général aux Questions juives, il succède à Xavier Vallat et incarne une politique de collaboration encore plus active avec les autorités nazies. Membre de l'extrême droite depuis les années 1930 et militant antisémite notoire, Darquier est un fervent

admirateur du nazisme et prône une politique radicale d'exclusion et de persécution des Juifs. Sous sa responsabilité, les rafles se multiplient, notamment celle du Vel' d'Hiv en juillet 1942 (Pierre Laval et René Bousquet sont cependant encore davantage impliqués que lui), qui conduit à la déportation de plus de 13 000 Juifs, dont de nombreux enfants. Il facilite la confiscation des biens juifs, la dénonciation, l'arrestation et la déportation vers les camps d'extermination. Darquier ne cache pas sa volonté d' « éradiquer » les Juifs de France, et il travaille en étroite collaboration avec la Gestapo et l'ambassade allemande à Paris. Compromis jusqu'au bout dans la collaboration la plus extrême, Darquier fuit la France à la Libération pour échapper à la justice. Condamné à mort par contumace, il trouve refuge en Espagne franquiste, où il meurt en 1980, sans jamais avoir été extradé. Son nom reste lié à la complicité active de Vichy dans la Shoah.

La collaboration avec les nazis a donné à tous ces mouvements une influence inédite, mais aussi éphémère. À la Libération, leurs leaders sont pour la plupart arrêtés, jugés ou exécutés pour trahison. L'extrême droite a ainsi laissé une empreinte sombre sur l'histoire de la France. Après la guerre, l'extrême droite se trouve profondément divisée, mais elle ne disparaît pas pour autant. Elle s'organise à nouveau autour de personnalités comme Jean-Marie Le Pen, fondateur du Front National en 1972, qui marque une rupture importante avec le passé en instaurant un discours nationaliste, populiste et anti-immigrés. Le Pen incarne l'évolution de l'extrême droite vers une forme plus moderne et plus pragmatique, tout en conservant des positions fermes sur la nation, l'identité et la souveraineté.

Les années 1980 et 1990 marquent une période de réinvention de l'extrême droite, où les idéologies d'exclusion, telles que l'anti-immigration, l'anti-européisme et l'hostilité aux minorités, prennent une place prépondérante. Les violences, les manifestations et les discours de haine deviennent des éléments courants du discours extrémiste. Cependant, au lieu de sombrer dans l'isolement, le Front National commence à gagner en popularité, notamment lors des élections présidentielles de 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen parvient à se qualifier pour le second tour contre Jacques Chirac, choquant une grande partie de l'électorat français.

Le passage de témoin entre Jean-Marie Le Pen et sa fille Marine Le Pen, en 2011, marque un changement important dans la stratégie du Front National. Marine Le Pen s'efforce de « dédramatiser » le parti et de le rendre plus acceptable pour une partie de l'électorat traditionnel. Elle introduit une rhétorique plus modérée, tout en restant fidèle aux positions de son père sur l'immigration, l'Europe et la mondialisation. Ce repositionnement vise à élargir la base électorale du parti et à le rendre plus apte à entrer dans les institutions de la République. L'idée de « Français d'abord », qui met l'accent sur la souveraineté nationale et la défense des valeurs traditionnelles, devient la pierre angulaire du programme du Rassemblement National.

Dans les années 2010, l'extrême droite s'est également adaptée aux nouveaux outils de communication, en particulier les réseaux sociaux. Sur X (Twitter), Facebook, et d'autres plateformes, des militants et des personnalités de l'extrême droite exploitent les possibilités offertes par ces technologies pour diffuser leur message, organiser des

actions et mobiliser des électeurs. La montée de l'usage d'Internet et des réseaux sociaux représente un tournant stratégique pour l'extrême droite, qui parvient à contourner les médias traditionnels et à toucher directement un large public. Cette évolution s'accompagne d'une polarisation croissante de la société française, où les débats autour de l'immigration, de l'islam et de l'identité nationale dominent la scène politique.

L'ère d'Emmanuel Macron, entamée en 2017, voit une réaffirmation de l'extrême droite comme une force politique centrale. Le Rassemblement National, bien qu'ayant échoué à remporter la présidentielle en 2017, continue de gagner en influence, notamment lors des élections européennes de 2019, où il arrive en tête des suffrages en France. À travers son discours sur la « lutte des civilisations », la France « perdue » face à l'Islam, et la critique virulente de l'Union européenne, l'extrême droite parvient à galvaniser une partie de l'électorat déçu par les partis traditionnels. L'année 2022 voit Marine Le Pen, au second tour de la présidentielle contre Emmanuel Macron, une nouvelle fois représentée comme la candidate d'une France authentique, menacée par la mondialisation et la déconstruction identitaire.

L'extrême droite en France, de 1901 à 2025, est ainsi marquée par une constante adaptation aux défis sociaux, économiques et politiques. Si ses idéologies ont évolué, passant d'un royalisme catholique et anti-républicain à un nationalisme populiste, elle reste profondément ancrée dans une vision du monde où l'identité nationale, l'ordre social et la souveraineté sont perçus comme des enjeux vitaux. Aujourd'hui, elle reste une force politique majeure dans la société française, oscillant entre diabolisation par

ses détracteurs et popularité croissante au sein d'une part significative de la population.

Histoire du Front national puis du Rassemblement national

Le Front National, aujourd'hui devenu le Rassemblement National, s'ancre profondément dans l'histoire politique contemporaine de la France, une histoire marquée par des embardées idéologiques, des dérapages spectaculaires et une lente évolution d'un parti profondément radical vers une organisation plus modérée mais toujours aux frontières du système républicain. Fondé en 1972 par Jean-Marie Le Pen, ce parti naît dans un contexte où la France semble plongée dans un questionnement identitaire majeur, à la suite des bouleversements sociaux des années 1960 et 1970. Alors que les révoltes de Mai 68 marquent un tournant dans les mentalités, le pays se divise entre des partisans d'une société plus ouverte, progressiste, et ceux qui aspirent à maintenir l'ordre traditionnel, nationaliste et conservateur. L'idéologie « Lavallo-Pétainiste » connaît un sort chaotique à la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous l'avons vu précédemment. La plupart de ses chefs avaient été exécutés ou emprisonnés ou encore mis sur la touche par une indignité nationale. Plus aucun parti politique d'extrême-droite n'avait pignon sur rue. Bien évidemment, il demeurait en France des foyers encore vivaces proches de l'idéologie du régime de Vichy. Mais ce n'est qu'à partir de 1972 qu'un début de réelle restructuration de certains courants d'extrême droite se fait de manière significative avec la création le 5 octobre 1972 du Front national. Ce parti politique voit le jour sous

l'impulsion notamment de l'Ordre nouveau, un mouvement nationaliste qui se montre actif de 1969 à 1973. L'Ordre nouveau, dissous en 1973, s'inspire en partie de l'idéologie nazie. Le Front national est construit aussi par l'action d'hommes décidés comme Pierre Bousquet, membre du parti franciste à partir de 1935. Pierre Bousquet s'engage en 1943 dans la Waffen SS (division Charlemagne). Il est condamné à mort à la Libération, puis sa peine est commuée en 3 ans de prison. Il quitte le FN en 1980 et crée son propre mouvement en 1983. Léon Gaultier œuvre aussi à la création du FN. Membre de la Milice, chroniqueur à Radio Vichy et membre des Waffen SS (division Charlemagne), Léon Gaultier est un proche de Paul Marion, secrétaire général à l'information du régime de Vichy. Gaultier est condamné aux travaux forcés en 1946. Roger Holeindre, ancien résistant, fut aussi au nombre des créateurs du FN. Il participe dès 15 ans à plusieurs actions contre l'occupant allemand. Ensuite, Holeindre s'engage pour la guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie. Il devint membre de l'Organisation de l'armée secrète (OAS), et il est arrêté et emprisonné en France en 1962.

Jean-Marie Le Pen, est un ancien député poujadiste. Pierre Poujade est en 1953 le représentant parfait de ce que l'on appelait autrefois la boutique, cet univers de petits commerçants que ni les années ni les bouleversements techniques n'avaient pu arracher à la fascination toute balzacienne du tiroir-caisse. Poujade pourtant est un jeune homme de son temps. A la fin des années 30, il milite certes dans l'organisation de jeunesse du Parti populaire français de Jacques Doriot, un ancien dirigeant communiste passé au fascisme, mais, dès que la résistance à l'occupation allemande s'organise, il rejoint les forces

aériennes de la France libre et finit la guerre pilote et sous-lieutenant. A droite à coup sûr, mais ni collabo, ni vichyssois... Jean-Marie Le Pen, vétéran de la guerre d'Indochine, ancien membre de l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète, qui combattait l'indépendance de l'Algérie), incarne cette droite extrême, nostalgique de l'Algérie française et d'un passé révolu. Dès ses débuts, il s'engage dans un discours où la souveraineté nationale, la préservation des valeurs traditionnelles et le rejet des élites politiques parisiennes deviennent ses chevaux de bataille. Son parti, le Front National, se distingue tout de suite par un refus absolu de l'immigration, une hostilité vis-à-vis de l'Union Européenne qu'il perçoit comme une entité supranationale imposant des normes étrangères à la France, et un rejet de l'évolution de la société française, trop marquée par la mondialisation et le multiculturalisme selon lui.

Au cœur de son discours, Jean-Marie Le Pen met en avant la question de l'identité nationale, qu'il associe souvent à une vision ethnique et religieuse de la France. Pour lui, la République française serait menacée par l'arrivée d'immigrés, notamment d'origine maghrébine, et la montée en puissance des cultures étrangères. Ces thèses, qui semblent à l'époque isolées et marginales, rencontrent progressivement un écho, notamment auprès des classes populaires qui, perdues dans une société en mutation rapide, se sentent oubliées par les partis traditionnels. Ces électeurs, souvent désarmés face à la montée de l'islamisme et à l'effritement du tissu social, trouvent en Le Pen un porte-voix de leurs angoisses. Ce dernier, habile stratège, commence à occuper un espace vacant à droite, celui d'un nationalisme et d'un populisme qui, loin d'être modéré, s'affirme avec virulence.

Jean-Marie Le Pen, dans les années 1980, va encore plus loin dans sa quête de notoriété. Le 1^{er} mai 1984, lors d'un meeting à Paris, il déclare que la France serait « envahie » par des populations étrangères qu'il accuse de déstabiliser le pays. Cette rhétorique de l'envahissement, qu'il popularise à travers des slogans simplistes et des métaphores guerrières, marque le début de son ascension sur la scène politique. Très vite, il devient l'un des personnages les plus controversés de la politique française. Son extrémisme, son discours de haine, ses provocations systématiques, vont bien au-delà du simple cadre politique. Il devient l'incarnation d'une droite radicale, parfois déconnectée des réalités, qui n'hésite pas à choquer pour attirer l'attention.

Sur l'antenne de RTL le 13 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen, lors d'une déclaration publique, qualifie les chambres à gaz des camps de concentration nazis de « détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », une phrase qui suscite une indignation générale. Ces mots vont définitivement le clouer au pilori de la classe politique française. Les accusations d'antisémitisme deviennent récurrentes à son encontre, et les tentatives pour réhabiliter son image à l'échelle internationale se heurtent systématiquement à cette phrase fatidique. Au fil des ans, les dérapages verbaux et les provocations vont s'enchaîner. Le Pen qualifie les musulmans de « sauvageons », et une de ses célèbres déclarations sur les immigrés qualifiés de « présence de subversion » s'érige en nouvelle provocation de son populisme radical. Il y a aussi le sinistre « Durafour crématoire » prononcé par Jean-Marie Le Pen lors d'une réunion publique le 2 septembre 1988.

Les années 1990 et 2000, cependant, voient une montée en puissance de son parti. Le FN profite d'une France plongée dans une crise économique et sociale profonde, où les inégalités se creusent et où la mondialisation semble plus que jamais exclure une partie de la population des bienfaits du progrès. Jean-Marie Le Pen, malgré ses déclarations provocantes, parvient à faire entendre sa voix à travers une rhétorique de rejet de l'élite, de défiance envers la mondialisation et de défense de l'« authenticité » nationale. Son parti, bien qu'encore marginal, obtient des scores électoraux significatifs lors des élections européennes et régionales, et, en 2002, il parvient à se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac, un événement historique qui marque profondément l'histoire de la politique française.

Cependant, la forte dynamique de ce moment semble en partie être freinée par l'isolement du personnage de Jean-Marie Le Pen et de ses excès verbaux. Sa fille, Marine Le Pen, qui reprend les rênes du Front National en 2011, amorce une stratégie de « dédramatisation » du parti. Elle entend le rendre plus respectable, en réduisant les aspects les plus excessifs du discours de son père tout en restant fidèle aux idéaux du parti dans l'ensemble. Le Front National devient alors plus professionnel dans sa gestion, ses apparitions publiques sont moins marquées par des polémiques, et Marine Le Pen met en avant un discours plus « patriote » et moins ouvertement xénophobe. Le « Front républicain » se fissure. Les thèmes de l'immigration, de l'islamisation de la société et de la souveraineté nationale deviennent les chevaux de bataille de la campagne du FN.

Le changement de nom en 2018 – passage du Front National au Rassemblement National – est un moment symbolique de cette transformation. Le parti veut se donner une apparence moins clivante, plus rassembleuse, tout en conservant ses fondamentaux : une France fière de ses racines, souveraine et protégée des influences extérieures. Le Rassemblement National réussit peu à peu à séduire une partie de l'électorat populaire, notamment dans les zones rurales et périurbaines. À chaque élection, ses résultats s'améliorent, et le parti parvient à gagner en légitimité.

Sous l'impulsion de sa nouvelle présidente, Marine Le Pen, le mouvement modifie aussi peu à peu sa position à l'égard de la communauté juive, jusqu'à obtenir en 2024 de la part de Serge Klarsfeld et son fils Arnaud Klarsfeld (chasseurs de nazis, ardents défenseurs de la mémoire de la Shoah, impliqués dans le procès Papon) des déclarations publiques prenant acte de ce changement, d'abord à la faveur de la prise de position de Marine Le Pen qui dénonce la rafle du Vel d'Hiv comme un des éléments les plus marquants de l'antisémitisme abject de Vichy lors de plusieurs déclarations, teintée d'une certaine réserve à dénoncer la responsabilité de l'Etat français plaidant le fait que « Vichy n'était pas la France » à l'image des mêmes prises de positions du président François Mitterrand. Enfin ensuite en raison de la condamnation sans réserve par Marine Le Pen de « l'horreur indicible de la Shoah » puis à la faveur du soutien d'Israël et de la communauté juive française manifesté par le RN à l'occasion du terrible pogrom du 7 octobre 2023 perpétré par les terroristes sanguinaires du Hamas. Il existe encore bien évidemment des foyers d'antisémitisme en lien avec le « vieil » antisémitisme d'extrême-droite, mais ils sont en net recul

et ne forment plus la part la plus importante de l'antisémitisme qui secoue aujourd'hui la France, c'est ce qui ressort de très nombreuses enquêtes menées dans le pays depuis 5 ans et que notre enquête ne vient pas démentir. Le RN n'est plus le parti politique aux yeux des Français et d'une large majorité d'observateurs spécialisés qui symbolise l'antisémitisme aujourd'hui, celui-ci ayant glissé fortement, sous une autre forme parfois, vers l'extrême-gauche de l'échiquier politique, notamment La France Insoumise (LFI) et le Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Nous laissons le lecteur libre d'aborder le thème précis de l'antisémitisme par ailleurs et d'y associer les partis politiques ou mouvements qui s'en saisissent dans un sens ou dans l'autre et d'en tirer ses propres conclusions ou axes de réflexions qui lui semblent les plus appropriés.

Cependant, derrière les apparences de respectabilité, l'héritage de Jean-Marie Le Pen, et ses débordements incessants, continuent de marquer le parti. L'ombre de son antisémitisme, de son rejet radical de l'immigration et de son discours nationaliste violent demeure présente, même si elle est parfois atténuée par la stratégie de sa fille. En 2025, le Rassemblement National reste un acteur central de la politique française, mais la question de son héritage toxique, de ses dérapages passés et de son discours toujours menaçant envers les minorités reste d'actualité. Le parti n'a jamais totalement renoncé à son projet de « France retrouvée », où l'identité et la culture seraient au centre de tout, au prix d'une exclusion systématique de ceux qui ne correspondent pas à cette vision. Et ainsi, sous des dehors plus modérés, les racines du Front National, avec ses tensions, ses déviations et ses provocations, continuent de hanter le paysage politique de la France.

L'aventure mégretiste

À la fin des années 1990, un vent de discorde se mit à souffler dans les allées ombragées du Front national. Ce parti, forgé par Jean-Marie Le Pen à la manière d'un chef de guerre façonnant sa tribu, était devenu au fil des décennies une forteresse de défiance, dressée contre les courants dominants de la politique française. Mais derrière les murailles apparentes de l'unité, les fissures s'élargissaient, invisibles d'abord, puis béantes.

Bruno Mégret, jeune énarque passé par les cabinets ministériels de la droite classique, s'était imposé comme l'esprit organisateur, le stratège silencieux d'un parti souvent dépeint comme tumultueux et brut. Là où Le Pen flamboyait, tonnait, pourfendait les dogmes de la République, Mégret murmurait réformes et stratégies de conquête. Il rêvait d'un Front national débarrassé de ses outrances, poli comme une arme d'apparat, prêt à séduire les classes moyennes et non plus seulement à galvaniser les marges.

Le vieux tribun voyait en lui un fils possible, un dauphin naturel. Mais il ignorait encore qu'il couvait sous son aile un ambitieux plus qu'un héritier. Les regards croisés entre les deux hommes, longtemps complices, se chargèrent peu à peu de suspicion. Le Pen, porté par son instinct animal, sentait dans l'air une odeur de trahison. Mégret, méthodique, tissait en silence son réseau d'alliés, convaincu que le patriarche ne passerait jamais la main, condamnant ainsi le mouvement à l'éternelle stérilité des coups d'éclat sans lendemain.

Vint 1998. Le temps de la rupture. À Marignane, lors d'une réunion houleuse, les couteaux volèrent bas. Les partisans de Mégret, en nombre croissant, voulaient formaliser la prise du pouvoir par la base, écarter Jean-Marie Le Pen de la présidence effective. Ce dernier, fidèle à son tempérament de bretteur, opposa la brutalité du chef

à la froide manœuvre des techniciens. La querelle éclata au grand jour, devant une presse avide de déchirer les voiles de la discipline militante.

Bruno Mégret prit acte de son échec à s'imposer de l'intérieur. Il rompit. Avec une poignée de fidèles, il fonda son propre parti, le Mouvement National Républicain, dans un climat de haine froide et de ressentiment brûlant. Aux discours de rassemblement succédèrent les invectives publiques. Le Pen vit dans cette défection une trahison personnelle, un crime de lèse-majesté dont il ne pardonnerait jamais l'auteur.

La scission blessa profondément le Front national, le divisant, l'affaiblissant durablement aux yeux de ses soutiens. Le père spirituel resta à la tête d'une maison amputée, tandis que l'enfant émancipé, loin d'incarner la renaissance espérée, sombra lentement dans l'insignifiance. Mégret, qui croyait incarner l'avenir, se heurta à l'âpreté du réel : sans le charisme brutal de Le Pen, sans son génie de la provocation, le combat nationaliste peinait à trouver un écho.

Ainsi s'acheva ce duel inégal, non pas sur le fracas glorieux d'une bataille décisive, mais dans l'amertume de deux ambitions irréconciliables. Le Front national, bien que blessé, survécut et poursuivit sa route, repliant ses bannières comme un régiment épuisé, mais vivant. Mégret, lui, s'effaça peu à peu, figure d'un schisme dont l'histoire ne retiendrait guère que l'éclat dérisoire d'une révolte avortée.

Robert Faurisson et le négationnisme

Dans les décombres de la mémoire du XX^e siècle, une voix glaçante surgit, entachée d'ombre et de scandale. Robert Faurisson, professeur de lettres devenu paria, s'érigea contre l'évidence du désastre, niant l'ampleur

méthodique de la destruction des Juifs d'Europe. Ce fut un frémissement sinistre dans la conscience collective, une blessure infligée non aux morts seulement, mais aux vivants qui, déjà, peinaient à porter le poids de l'indicible. À la fin des années 1970, quand la France pansait encore ses plaies, Faurisson, armé d'un scepticisme qu'il brandissait comme une science, osa profaner l'Histoire. Il prétendit que les chambres à gaz n'étaient qu'imposture, que les témoignages des rescapés relevaient de la fable, que la Shoah était une invention utile aux vainqueurs. Ses mots, tissés de froideur et de sophisme, s'insinuaient comme un poison lent dans les veines d'une société inquiète de ses propres oublis.

Il se voulait chercheur, prétendant « réviser » l'Histoire comme on révisé un compte d'apothicaire. Mais il se révélait artisan d'un mensonge mortel, porte-voix des vieilles haines que la guerre avait ensevelies sans jamais les anéantir. Les historiens, unanimes, rejetèrent son entreprise avec la vigueur des justes. Serge Klarsfeld, Pierre Vidal-Naquet, entre autres, montèrent au front, refusant que la vérité fût ainsi travestie au nom d'une pseudo-liberté d'expression.

La République, piégée par son propre amour du débat, hésita un instant. Comment concilier l'exigence de mémoire avec celle du libre examen ? C'est dans cette déchirure qu'éclata le scandale, nourrissant l'amertume des survivants, provoquant la stupeur d'une opinion publique trop longtemps bercée par l'illusion d'un consensus historique.

Robert Faurisson fut poursuivi, condamné, marginalisé. Mais son sillage laissa une trace durable, nauséabonde, sur les terres de l'extrême droite, du conspirationnisme naissant, des nouveaux révisionnismes numériques qui, plus tard, trouveraient dans Internet un terrain fertile pour leurs pestilences.

C'est à cause de cette blessure que la France adopta, en 1990, la loi Gayssot : pour rappeler que l'Histoire ne se débat pas dans l'arène des opinions, mais qu'elle s'écrit dans la rigueur de l'archive et dans le respect des victimes. Faurisson devint dès lors moins un homme qu'un symbole : celui d'une parole qu'on jugeait nécessaire de bannir du débat civilisé, non pour la réduire au silence, mais pour honorer les morts qu'elle insultait.

Il mourut, vieux et isolé, muré dans ses certitudes morbides. Certains, à l'extrême droite, pleurèrent sa disparition, voyant en lui non l'érudit qu'il prétendait être, mais l'instrument utile d'une révision plus vaste, plus perverse : celle de toutes les vérités gênantes, celle de tous les crimes impunis.

Mais pour la grande majorité, Robert Faurisson incarne à jamais la tentative la plus cynique, la plus glacée, d'effacer l'indicible de la mémoire des hommes. Il est une ombre, une tache sur la conscience française, une preuve que même après Auschwitz, l'Histoire reste un champ de bataille où se jouent encore, parfois silencieusement, les ultimes combats de la dignité humaine.

Reconquête !

Le Parti Reconquête, né au cœur des turbulences politiques françaises des années 2020, est un enfant de son époque, un produit d'une société en crise, divisée, en quête de repères et de solutions radicales. Fondé en 2021 par Éric Zemmour, ancien journaliste et essayiste devenu une figure médiatique incontournable, Reconquête se positionne comme une réaction à la montée du multiculturalisme, de l'immigration, et à ce qu'il désigne comme le déclin des « valeurs françaises ». Zemmour, souvent comparé à un chevalier solitaire, se lance dans un

projet politique ambitieux, avec l'idée de renouer avec une certaine idée de la France, celle de l'identité et de la grandeur nationale, souvent perçue par lui comme une nation menacée par l'invasion migratoire et la mondialisation.

Le parcours d'Éric Zemmour n'est pas celui d'un homme politique classique. À la fois chroniqueur, polémiste et intellectuel de droite, il devient une figure centrale de la droite radicale après avoir accumulé des années de présence médiatique. Ses prises de position sur des sujets aussi variés que l'immigration, l'islamisation de la France, le déclin des valeurs traditionnelles et l'« islamo-gauchisme » le propulsent dans un rôle de porte-parole de ceux qui se sentent déconnectés des grands partis politiques traditionnels. Ses discours sont à la fois flamboyants et polémiques, attisant les passions, mais aussi la méfiance. De nombreuses fois condamné pour ses propos jugés haineux ou discriminatoires, Zemmour cultive une image d'outsider, un homme qui ose dire ce que d'autres n'osent pas dire.

Le nom même du parti, Reconquête, exprime à la fois un appel à l'action et une vision militante. Il évoque la volonté de reconquérir ce qui, selon Zemmour et ses partisans, serait en train de se perdre : l'identité nationale, l'unité de la société française et son indépendance face aux influences extérieures. Ce parti revendique un nationalisme résolu, une forte opposition à l'Union européenne et un rejet profond du système politique traditionnel, qu'il accuse d'avoir trahi les intérêts du peuple. Reconquête n'hésite pas à se faire le porte-voix de l'insatisfaction populaire, en particulier de ceux qui se sentent abandonnés par les élites. Il se nourrit des

frustrations sociales, économiques et culturelles, en présentant l'immigration comme la cause principale des problèmes du pays, et en promettant une France de l'ordre, de la nation et de la sécurité.

L'histoire du parti commence véritablement en 2021, lorsque Zemmour annonce sa candidature à l'élection présidentielle. Cette annonce, qui fait l'effet d'un tremblement de terre dans le paysage politique français, marque l'entrée d'un homme en dehors du système dans la course à la présidence. Bien que n'étant pas issu du monde politique, il dispose d'un grand capital médiatique qui lui permet d'attirer immédiatement l'attention des électeurs. Sa campagne, bien qu'hantée par les accusations de xénophobie et d'intolérance, séduit une partie de l'électorat déçu par la classe politique traditionnelle. Zemmour se présente comme un rempart face à ce qu'il appelle le « grand remplacement », un phénomène selon lui de substitution progressive de la population française de souche par des populations issues de l'immigration.

Le Parti Reconquête, dès sa fondation, se positionne dans une logique de rupture avec les partis classiques. Il cherche à fédérer ceux qui sont en colère contre le système, ceux qui rejettent l'immigration massive, l'islam radical et la dilution des frontières culturelles et nationales. Zemmour, en tant que chef de file, s'attaque frontalement à ce qu'il perçoit comme la faiblesse et la compromission des partis traditionnels, notamment de la droite républicaine, qu'il accuse de ne pas défendre les intérêts du peuple français. Reconquête incarne un populisme de droite, nourri par une vision nostalgique de la France, un retour aux racines et aux valeurs chrétiennes,

mais aussi une critique virulente de la mondialisation et de l'élitisme technocratique européen.

À la présidentielle de 2022, Zemmour, fort de ses idées radicales et de sa notoriété médiatique, parvient à faire parler de lui, mais sa campagne se heurte à des obstacles. Bien qu'il atteigne un score honorable au premier tour, il ne parvient pas à se qualifier pour le second tour, et sa défaite devient un moment charnière pour le parti. Cependant, Reconquête ne disparaît pas avec la fin de la présidentielle. Plutôt que de s'effondrer, le mouvement se transforme, avec une volonté de se structurer sur le long terme. Le parti continue de croître, attirant à lui des figures dissidentes de la droite, de l'extrême droite, et même des déçus de la gauche. En 2023, Reconquête fait une entrée remarquée lors des élections législatives, où il réussit à faire élire quelques députés, signe de l'ancrage du mouvement dans le paysage politique.

Le projet du Parti Reconquête repose sur des thèmes de plus en plus présents dans le débat public. Zemmour, tout en restant fidèle à son discours sur l'immigration, la souveraineté nationale et la sécurité, se lance dans une entreprise de redéfinition de la nation française, d'une réaffirmation de ses racines chrétiennes et de sa culture. Le parti prône un nationalisme identitaire, une France de « sang et de sol » (le *Blut und Boden* des nazis n'est pas loin en la circonstance), où l'appartenance à la nation ne se définit plus seulement par le lien civique, mais aussi par des critères ethniques et culturels. Reconquête se veut aussi une réaction à ce qu'il considère comme un « détournement de l'histoire » et une « dissolution » des valeurs françaises dans le multiculturalisme et l'individualisme.

Le parti, cependant, n'est pas exempt de critiques. Les dérives autoritaires et l'instrumentalisation des peurs sont au cœur de nombreuses accusations. L'image d'un parti d'extrême droite se renforce à mesure que certains membres adoptent des discours de plus en plus radicaux. L'ambiguïté de certaines positions, la montée de l'intolérance envers les minorités et les attaques répétées contre les institutions républicaines soulèvent des questions sur la véritable nature de Reconquête. Zemmour lui-même, tout en faisant profil bas sur les polémiques qui le touchent, ne semble pas vouloir modérer son discours de peur de perdre sa base militante.

En 2025, le Parti Reconquête est une force politique qui, bien que toujours marginale par rapport aux grands partis traditionnels, continue de bousculer l'ordre établi. Il parvient à capter l'attention d'une partie de l'électorat en quête de réponses simples à des problématiques complexes. Il incarne cette droite radicale qui rejette le compromis, prônant un retour à une France « authentique », débarrassée des influences étrangères et des idéologies progressistes. Mais dans cette quête de reconquête, le prix à payer est lourd : l'exclusion, l'intolérance et la division risquent de l'emporter sur l'unité et la solidarité. Le parcours de ce mouvement, oscillant entre populisme et radicalisme, semble promettre une longue bataille pour redéfinir ce que signifie être Français à l'ère de la mondialisation.

Debout la France

Debout la France, un nom qui résonne comme un cri d'espoir et de résistance, mais aussi un manifeste de

désaveu envers un système politique qu'il juge défaillant. Né en 2008, ce parti incarne une réaction à la fois contre l'europhobie exacerbée et contre l'immigration massive, mais aussi une tentative de redéfinir une droite française déstabilisée par les bouleversements sociaux et politiques des dernières décennies. Fondé par Nicolas Dupont-Aignan, ancien membre du Rassemblement pour la République (RPR) et de l'Union pour un Mouvement Populaire (UMP), Debout la France s'inscrit dans un moment particulier de la politique française : celui où les partis traditionnels sont accusés d'être responsables d'une dégradation de la souveraineté nationale et d'une gestion insuffisante des problèmes internes.

Le parcours de Nicolas Dupont-Aignan est avant tout celui d'un homme politique de droite qui se distingue progressivement des partis classiques. S'il est à l'origine un député de la droite républicaine, une prise de conscience, ou peut-être une désillusion, le pousse à se démarquer. Celui qui s'était fait un nom en défendant une ligne politique souverainiste et conservatrice se fait de plus en plus critique à l'égard des partis traditionnels, notamment l'UMP, qu'il estime trop inféodée à l'Union européenne. C'est à partir de ce constat qu'il décide de fonder Debout la France en 2008, un parti qu'il veut à la fois « libéré » de l'influence de Bruxelles, « défenseur » des intérêts nationaux et « républicain », mais sans sombrer dans les excès d'un nationalisme débridé.

Dès ses premiers pas, Debout la France se distingue par sa position claire en faveur de la sortie de l'Euro et de la restauration de la souveraineté monétaire de la France. Le parti dénonce l'europhobie qu'il considère comme une soumission à un pouvoir supranational qui prive la France

de ses marges de manœuvre économiques et politiques. Le slogan du parti devient rapidement un cri d'indépendance, un refus catégorique d'une Europe qui impose des normes contraignantes, qu'elles soient économiques, culturelles ou légales. Dupont-Aignan, homme de conviction et orateur passionné, prend un ton ferme et déterminé, martelant que la France doit « retrouver sa liberté » et « rester maîtresse de son destin ».

Le programme du parti s'articule autour de plusieurs axes, la lutte contre l'immigration illégale étant l'un de ses chevaux de bataille. Debout la France se place dans un discours de fermeté face à l'immigration, qu'il perçoit comme un fardeau pour l'État social et une menace pour la cohésion nationale. Il est sans ambiguïté sur la nécessité de fermer les frontières, d'introduire des mesures strictes pour l'intégration, et de ne plus accepter l'immigration comme une politique de « portes ouvertes ». Cette position, associée à une défense farouche de l'identité nationale, attire une partie des électeurs de droite déçus par l'incapacité des partis traditionnels à endiguer ce qu'ils perçoivent comme un phénomène d'immigration incontrôlable.

Ce qui distingue également Debout la France, c'est sa volonté de se positionner comme une alternative au système politique traditionnel, sans pour autant sombrer dans les dérives extrémistes. À cet égard, Dupont-Aignan se montre habile dans l'équilibre à maintenir entre la dénonciation du système et le rejet des partis extrêmes. Il critique l'échec du bipartisme, incarné par le duo UMP-PS, et propose un renouvellement de la politique française fondé sur des valeurs républicaines et une défense des classes populaires. Le parti s'adresse particulièrement aux

électeurs désillusionnés, à ceux qui ne se reconnaissent ni dans la droite libérale ni dans la gauche socialiste, et qui, face à la mondialisation, cherchent une voie plus nationale et plus protectionniste.

Le grand moment de visibilité pour Debout la France survient en 2017, lors de l'élection présidentielle. Bien qu'il ne parvienne pas à rivaliser avec les figures dominantes du paysage politique français comme Marine Le Pen ou Emmanuel Macron, Nicolas Dupont-Aignan parvient à capter une attention significative. Son score, bien que modeste, lui permet de se positionner comme une voix incontournable du souverainisme et du patriotisme économique. Ce résultat est aussi un signal clair que le parti, bien qu'encore en dehors des grands circuits de pouvoir, a réussi à capter l'attention d'une frange de l'électorat qui cherche des solutions nouvelles face aux dérives de la politique traditionnelle. Un fait marquant de cette élection est le ralliement de Dupont-Aignan à Marine Le Pen au second tour, un geste qui marque sa volonté de construire une alliance entre les forces souverainistes, mais qui, en même temps, divise son propre électorat, et déclare publiquement son refus de toute forme de compromission avec l'extrême droite.

Après l'élection de 2017, le parcours de Debout la France devient plus complexe. Le parti peine à s'imposer dans le paysage politique français face à des formations comme le Rassemblement National ou La République En Marche, qui occupent davantage l'espace médiatique. Toutefois, Dupont-Aignan ne se laisse pas abattre. Il poursuit son engagement sur la scène politique, multipliant les interventions publiques et les propositions législatives sur des thèmes qui lui sont chers, notamment la

décentralisation du pouvoir, la réduction des dépenses publiques, et la réforme de l'Europe. Ses positions restent toujours marquées par un patriotisme fervent et un attachement à la souveraineté nationale. Il continue de se présenter comme un défenseur des Français face à un monde globalisé qui, selon lui, efface les identités et écrase les peuples sous le poids des grandes puissances économiques.

En 2025, Debout la France est un parti qui, bien qu'encore relativement marginal, a su créer une niche politique pour lui-même, en défendant une ligne souverainiste claire et en se démarquant par son discours de fermeté sur les questions d'immigration et de sécurité. Il se revendique comme une alternative crédible à une politique qui, selon lui, ne protège plus les Français et leurs valeurs. L'histoire du parti, marquée par des hauts et des bas, révèle une volonté persistante de résister au système, de s'impliquer pour une France plus souveraine et plus juste, tout en naviguant sur la ligne fine entre la critique du système et l'unité nationale. Mais le véritable défi pour Debout la France reste de convaincre au-delà des cercles déjà convaincus, et de se faire une place durable dans un pays politiquement fracturé, où la question du sens même de la nation continue de diviser les citoyens.

Histoire du GUD

Le Groupement Union Défense, ou GUD, est une organisation qui, depuis sa création en 1968, incarne un phénomène complexe et controversé dans l'histoire des mouvements étudiants en France. Fondé à l'Université de Nanterre, au cœur d'une époque bouillonnante où les

contestations sociales et politiques s'intensifient, le GUD émerge comme un groupe d'extrême droite étudiant, radical et nationaliste. Dès ses premiers pas, il se démarque par sa posture virulente contre l'idéologie gauchiste qui domine alors la scène politique française, notamment à la suite des événements de mai 1968, où les étudiants se soulèvent contre l'ordre établi. Pour les fondateurs du GUD, le 68 révolutionnaire est un catalyseur de la décadence de l'idéologie marxiste et une opportunité pour affirmer une vision du monde résolument opposée : celle d'une droite radicale, héritière de l'Action Française et du nationalisme.

Dans les années qui suivent sa création, le GUD ne se contente pas d'être une simple organisation syndicale. Il se veut un véritable foyer de lutte idéologique, mobilisant une jeunesse en quête d'un idéal identitaire et souverainiste. Véritable laboratoire d'idées, il se distingue par son rejet de la démocratie parlementaire, son attachement aux valeurs traditionnelles et son culte de la Nation. Plus qu'un simple syndicat étudiant, le GUD devient une machine à penser et à organiser l'extrême droite universitaire, cherchant à séduire ceux qui, au sein des universités françaises, se sentent déconnectés des idéaux progressistes dominants.

Le GUD n'hésite pas à recourir à des méthodes violentes pour imposer ses idées. Les affrontements avec les organisations d'extrême gauche, en particulier les Jeunesses Communistes et les mouvements gauchistes étudiants, deviennent fréquents. Les réunions publiques dégénèrent souvent en batailles rangées dans les rues universitaires, où les militants du GUD déploient leur force physique pour imposer leur présence et leur vision.

Si le GUD se réclame de la légitimité d'une résistance face à un système qu'il juge décadent, ses méthodes brutales et ses liens avec les milieux néofascistes ne font pas l'unanimité. Ce recours à la violence physique devient un marqueur de son identité, et son image dans l'opinion publique s'en trouve entachée.

Cependant, au fil des décennies, le GUD parvient à maintenir une certaine visibilité, en s'appuyant sur les tensions qui traversent la société française et en cultivant une idéologie de la contestation systématique. Dans les années 1980 et 1990, le groupe s'attache à s'organiser de manière plus discrète, tout en restant fidèle à son discours nationaliste et radical. La fin des années 2000 marque une nouvelle évolution de l'organisation, alors que les militants du GUD cherchent à s'ancrer davantage dans le paysage politique en se rapprochant de partis d'extrême droite comme le Front National. L'idée de la « révolution nationale » reste leur leitmotiv, tout en cherchant à conquérir des parts de l'électorat plus jeunes, moins traditionnels, mais également moins enclins à se revendiquer de l'héritage fasciste.

Le GUD, loin de se cantonner à des actions isolées, devient un vecteur important de diffusion des idées d'extrême droite parmi les jeunes générations. Sa capacité à fédérer une base militante active et à se rendre visible dans les campus universitaires lui permet de maintenir une influence non négligeable dans le paysage national. Toutefois, le groupe reste une entité marginale, à la fois méprisée par une majorité de l'opinion publique et crainte par les autorités, qui redoutent ses dérives violentes et ses liens avec des réseaux extrémistes. En dépit de ses efforts pour se donner une image plus respectable et de se

distancer de certains aspects les plus radicaux de son histoire, le GUD demeure un symbole de la droite la plus dure et de ses méthodes de confrontation idéologique.

Si la violence et la confrontation restent un pilier de sa stratégie de lutte, le GUD tente parfois de se redéfinir sur des enjeux plus modernes, comme la question de l'immigration, de l'islamisation, ou de la souveraineté nationale. Au XXI^e siècle, alors que les débats sur l'identité et les valeurs nationales prennent de l'ampleur, l'organisation milite activement pour une refonte totale du système éducatif et de l'université, qu'il considère comme le bastion d'une idéologie dominante qui s'opposerait à ses valeurs. Le GUD se veut le porte-voix d'une France purifiée de ses maux, une France de l'identité retrouvée, opposée au multiculturalisme et à la mondialisation. Cette orientation lui permet de récupérer une partie du discours nationaliste qui s'illustre aujourd'hui dans les préoccupations autour de la « remigration » ou du retour à une France « authentique ».

Toutefois, malgré ses efforts pour s'adapter aux enjeux contemporains, le GUD continue de cristalliser des débats houleux sur ses intentions réelles. Son histoire est une histoire de tensions, de luttes idéologiques et de tentatives d'influence sur le futur de la France. Qu'il s'agisse des années 1960, où il se forge dans les luttes contre le gauchisme, des années 1980 et 1990, où il s'enracine dans un nationalisme de plus en plus affirmé, ou du XXI^e siècle, où il cherche à trouver sa place dans le concert politique de la droite radicale, le GUD reste une organisation complexe. À la fois caricaturée et crainte, vénérée par certains pour son courage à défier l'ordre établi et exécrée par d'autres pour ses dérives violentes et ses positions

xénophobes, il incarne les contradictions de l'extrême droite en France, toujours en quête de reconnaissance, mais à quel prix ?

Dans cette histoire, le GUD représente une constante dans un monde en mutation, une pierre angulaire d'une droite radicale qui refuse de se dissoudre dans la modernité. Une organisation dont l'héritage, bien que rejeté par la majorité, ne peut être ignoré, car il porte en lui les échos d'une résistance à une France qui, pour certains, s'éloigne chaque jour un peu plus de l'idéal qu'ils souhaitent préserver. Mais, le mouvement va connaître une fin définitive lorsque le gouvernement prononce, le mercredi 26 juin 2024, la dissolution du GUD en compagnie de plusieurs autres associations d'extrême droite plus ou moins marginales.

Derrière l'écran : la haine. Voyage dans les réseaux sociaux de l'extrême droite

À l'aube, tandis que la ville dort encore, dans un appartement sans rideaux d'une banlieue grise, un écran s'allume. Sur X (Twitter), les premiers hashtags commencent à se battre pour exister. Sur Facebook, dans les groupes secrets, les « briefings du jour » tombent. Telegram bruisse de voix invisibles. C'est un jour comme un autre sur les réseaux de l'extrême droite française. Un jour de combat. Dans ces coulisses numériques, la guerre n'a pas de clairs. Elle a des gifs, des threads rageurs. Tout est pensé pour heurter — brutalement, instantanément.

Ici, la logique est simple : frapper fort, frapper vite. Un fait divers éclate à Marseille ? Immédiatement, des dizaines de

comptes reprennent l'information, y ajoutent leur propre venin, la détournent, la transforment. Peu importe qu'elle soit exacte : la vitesse tue la nuance.

Sur un autre fil, un militant inconnu, sous pseudo, infiltre un groupe Facebook de mamans préoccupées par la sécurité scolaire. Il ne dit rien au début. Puis un jour, il glisse un lien, une image : « Regardez ce qu'on vous cache. »

Le doute est alors semé.

Ailleurs, dans un groupe Telegram, les consignes tombent : harceler tel journaliste, inonder telle personnalité publique d'insultes, faire pression, « faire le sale boulot », comme on dit entre initiés.

Tout est coordonné, tout est codé.

La stratégie est plus ancienne que les réseaux sociaux eux-mêmes. Antonio Gramsci (écrivain et politicien italien) parlait d'« hégémonie culturelle » ; l'extrême droite 2.0 en a fait une arme numérique.

À force de répéter les mêmes mots — « immigration massive », « inversion des valeurs », « grand remplacement » —, ces expressions cessent peu à peu de sembler extrêmes à l'ensemble des citoyens. Elles deviennent des évidences pour certains. Et ce qui hier paraissait délirant entre aujourd'hui dans les salons de radio, puis demain dans les urnes. La victoire n'est pas de convaincre, mais de rendre inéluctable. De coloniser, par le choc et l'habitude, les esprits les plus réticents.

Derrière les écrans, ce sont des visages multiples qui s'agitent.

Il y a Jean, 56 ans, ancien militant lepéniste, aujourd'hui « community manager » d'une page Facebook aux accents vaguement complotistes. Il y a Maëva, 22 ans, ex-étudiante en histoire, qui anime un compte TikTok où elle parle « d'amour de la France » sur fond de musique pop, glissant ici et là quelques saillies contre l'islam ou l'immigration.

Il y a Mehdi, passé de la gauche désillusionnée aux thèses identitaires, trouvant dans le nationalisme français un étrange substitut à ses désillusions.

Et puis il y a tous ceux qu'on ne verra jamais : les trolls anonymes, les faux comptes, les « bots » qui amplifient les discours, rendant toute opposition harassante, toute contradiction épuisante.

Chaque réseau social devient un champ de bataille avec ses propres règles :

- X (Twitter), arène brutale, favorise la guerre des nerfs et des slogans.
- Facebook, royaume des groupes fermés, creuse les bulles de certitude.
- Telegram, refuge des discours interdits, devient un laboratoire de radicalisation pure.
- TikTok, avec ses vidéos colorées, son humour corrosif, inocule sans en avoir l'air les germes d'une idéologie dure à des adolescents qui ne savent même pas ce qu'ils partagent.

Et sur les marges, des plateformes comme Gab ou Odysee offrent un exutoire à ceux que les géants ont bannis : là,

plus besoin de masque, plus besoin de ruse. La parole devient nue, brutale.

Les contenus se suivent et se ressemblent : Des visages marqués par la détresse, des slogans criés, des menaces sourdes. La peur du futur, la haine de l'autre, la nostalgie d'un passé mythifié suintent de chaque pixel.

Un attentat, un drame, un fait divers — voilà la matière première. Chaque événement est arraché à sa complexité, réduit à une image, brandi comme une preuve.

Parfois, c'est plus subtil : un mème ironique, un montage humoristique, un « simple fait » sans commentaire. Mais tout vise à un même but : contaminer l'imaginaire, fixer dans l'esprit du passant une évidence trouble — « tout va mal », « on vous ment », « il faut réagir ».

Face à cette marée, la riposte semble hésitante. Supprimer un compte ? Une hydre en pousse dix autres. Contredire un mensonge ? Il en surgit mille de plus. « La liberté commence là où l'ignorance finit », écrivait Victor Hugo. Mais dans l'ère numérique, l'ignorance est une marée perpétuelle, sans rivage sûr.

Il faudra bien plus que des « fact-checkers » et des modérateurs mal payés. Il faudra une reconquête patiente de l'intelligence collective. Redonner du prix à la complexité. Réapprendre à douter, non par désespoir, mais par exigence.

Il est huit heures. Dans les bureaux des chaînes d'info, sur les plateaux de radio, les discussions matinales s'ouvrent. Sur X (Twitter), les tendances du jour sont déjà établies. Certaines viennent d'endroits que personne ne voit. D'arrière-salles numériques où, dans l'ombre, se tissent

les récits d'un autre pays. Un pays qui n'existe pas encore, mais qui attend, pixel après pixel, d'advenir.

6h45.

Le téléphone vibre avant même que la lumière ne filtre à travers les volets. Dans un coin de la chambre, un ordinateur portable ronronne déjà en veille.

Antoine — il se fait appeler « FrançaisSouchien » sur Telegram — se redresse péniblement. À 26 ans, il n'a ni emploi fixe, ni vraie perspective. Mais il a une mission : défendre « son peuple », « sa terre », « sa culture » contre ce qu'il appelle, dans des termes appris dans ses canaux Telegram, « l'invasion migratoire » et « l'oligarchie mondialiste ».

7h10.

Premier réflexe : X (Twitter). Les ordres du jour sont tombés dans la nuit :

- Relayer le dernier fait divers à Béziers, en le liant à « l'échec de l'immigration ».
- Massivement commenter sous les publications des médias mainstream pour dénoncer leur « omerta ».
- Faire circuler un mème : une photo d'une famille voilée superposée sur une carte de France en feu.

Antoine copie, commente, partage. Un automatisme. Une mécanique.

9h00.

Un café froid à la main, Antoine rejoint ses groupes privés sur Facebook. Là, les discussions fusent : on échange des captures d'écran de tweets « wokes », on ironise sur les

« déconstructions », on compile les erreurs de langage de tel ou tel ministre.

Antoine se sent utile ici, enfin. Reconnu.

12h30.

Sur TikTok, il prépare une courte vidéo. Un enchaînement d'images : violence urbaine, drapeaux étrangers dans les rues de France, extraits d'interventions politiques alarmistes. En fond sonore : un rap agressif, puis l'hymne national.

La vidéo explose : 10 000 vues en deux heures.

Antoine sourit. Son pouls s'accélère : il existe.

15h00.

Un compte « ennemi » — une professeure engagée contre l'extrême droite — a posté un appel à la tolérance. Le canal Telegram où il est abonné réagit immédiatement : « Floodez-la ! Harcelez-la ! » Antoine participe. Par dizaines, ils postent insultes, menaces à peine voilées, gifs moqueurs.

La professeure ferme son compte quelques heures plus tard.

Victoire.

19h00.

À table, avec ses parents, Antoine est silencieux. Il ne dit rien de sa double vie, de ses combats invisibles. Il sait qu'ils ne comprendraient pas. Eux, ils regardent encore le journal télévisé comme si tout était normal.

22h00.

Avant de se coucher, Antoine scrute les hashtags du

lendemain. Déjà, dans les salons secrets, on prépare la prochaine offensive.

Demain est une autre bataille.

La haine numérique, la rage algorithmique, la révolte sans projet : voilà le visage de cette ère nouvelle.

Les réseaux sociaux n'ont pas créé l'extrême droite ; ils lui ont donné une armée, des tambours, des drapeaux invisibles.

Mais il faut se souvenir, toujours, de ce qu'écrivait Albert Camus :

« Au milieu de l'hiver, j'ai découvert en moi un invincible été. »

Car si les marées noires du mensonge et de la peur semblent aujourd'hui submerger la conscience commune, elles n'effaceront jamais totalement cette part irréductible de l'esprit humain qui résiste, doute, espère.

Face aux armées du ressentiment, il ne suffit plus de dénoncer : il faut reconstruire. Non pas simplement opposer une vérité froide à un mensonge brûlant, mais réinventer des récits, redonner envie du commun, retisser des liens là où tout pousse à l'isolement.

Il faudra apprendre à réoccuper ces espaces numériques : non par la censure, mais par l'intelligence ; non par la peur, mais par la beauté ; non par l'invective, mais par l'irréductible dignité du dialogue.

Car la lumière est plus ancienne que l'ombre. Et l'homme, malgré ses chutes et ses fureurs, porte en lui quelque chose qui mérite encore d'être sauvé.

L'extrême droite sur X (Twitter)

Sur X (Twitter), en 2025, l'extrême droite est devenue une bête tapie dans les replis les plus sombres du réseau. Elle n'avance plus à visage découvert ; elle se répand comme une vapeur âcre, insidieuse, invisible à l'œil nu, mais omniprésente dans chaque interstice du débat public. Ils ne sont pas les plus nombreux — une poignée d'irréductibles, quelques dizaines de milliers de comptes actifs — mais ils rugissent plus fort que tous les autres réunis, frappant l'opinion par saturation, par ruse, par brutalité.

À chaque événement tragique, à chaque étincelle de colère, leurs doigts s'agitent comme des marionnettistes nerveux. Ils créent des tempêtes artificielles, déchaînent des torrents de hashtags empoisonnés, fabriquent de toutes pièces des raz-de-marée d'indignation. Le vrai n'a plus d'importance. Seule compte la force de l'onde de choc. À peine un fait divers éclate-t-il qu'une cohorte numérique envahit l'espace, hurlant contre les migrants, conspuant les musulmans, invoquant une France imaginée, figée dans une grandeur fantasmée.

L'extrême droite sur X (Twitter) ne débat pas, elle proclame. Elle ne doute pas, elle assène. Elle ne cherche pas à convaincre, elle cherche à écraser, à réduire au silence tout ce qui ne lui ressemble pas. Dans des cercles fermés, invisibles au regard du public, des mots d'ordre circulent : « Faites du bruit », « Inondez-les », « Étouffez-les ». Des escouades de comptes anonymes, des avatars sans visages, déferlent sur un tweet malheureux, sur un article discordant, pour lyncher l'adversaire numérique à coups de messages haineux, de montages sordides, de rumeurs construites sur mesure.

Sous la surface, les chiffres révèlent l'ampleur de la stratégie : 20 à 25 % des militants politiques actifs, 30 % de l'activité politique totale, des hashtags montés en

tendance artificielle en quelques heures. Une minorité numérique qui a appris à se multiplier comme un virus, exploitant les failles de la machine, les réflexes de colère, la fatigue d'une société déboussolée.

Ils savent que la haine va plus vite que la raison. Ils savent que le scandale sera repris avant même que la vérité n'ait eu le temps de se lever. Alors ils frappent sans relâche, tissant jour après jour une toile noire sur laquelle viennent se coller les colères éparses d'une nation inquiète.

Et dans l'ombre, dans les messages privés, dans les groupes fermés, se raconte une histoire encore plus crue : là où les masques tombent, où les mots ne sont plus même déguisés. Là où l'on parle de « nettoyer », d'« éradiquer », de « reconquérir ». Là où la parole, libérée de toute pudeur, suinte d'une violence glacée.

En 2025, sur X (Twitter), l'extrême droite ne discute plus avec la démocratie ; elle l'assiège.

Certains des comportements décrits et analysés ci-dessus et plus loin peuvent se retrouver sur d'autres thèmes ou parfois les mêmes (l'antisémitisme) dans les réseaux proches du NPA (Nouveau parti anticapitaliste), de LFI (La France insoumise), parfois dans des groupes écologistes intégristes ou dans des mouvements anarchistes ou « antifas » et chez les black blocs.

La mise en lumière d'un cas particulier sur X (Twitter)

Dans le flot incessant de commentaires, de tweets et de messages, Julien (le prénom a été modifié) se distingue par une présence omniprésente sur X (Twitter). Sous son pseudonyme, @PatriotFr (le pseudo a été modifié), il se cache derrière un écran pour exprimer ses idées radicales avec une aisance qui frôle l'obsession. À 30 ans, ce jeune

homme, aux traits marqués par l'angoisse et la colère, déploie une énergie contagieuse dans ses combats numériques. Sa photo de profil, floutée et stéréotypée à l'image d'un combattant de l'ombre, le place dans une posture de défi envers ceux qu'il considère comme les ennemis de la nation : les progressistes, les élites, et tous ceux qui, selon lui, participent à la décadence de la France. Sur la plateforme, il est un habitué des diatribes enflammées, souvent marquées par un langage incendiaire, qu'il a peaufiné dans les recoins sombres d'Internet.

Les messages publics qu'il publie sont des incitations à la méfiance et à la division, des paroles de guerre. Chaque tweet est un coup de poignard adressé à l'establishment, chaque phrase une incantation contre un ennemi imaginaire qu'il nomme sans cesse, qu'il décrit comme un traître à la patrie. Les migrants, les féministes, les jeunes de banlieue, l'Europe de Bruxelles, les journalistes des « médias mainstream » : tous sont des cibles légitimes dans son univers. Sa parole se nourrit de complots réels ou inventés, comme cette idée persistante que la France serait en train de se faire « submerger » par des hordes étrangères, et qu'une guerre de civilisation est inévitable. « Il est temps que l'on reprenne ce qui nous appartient ! Le temps des élites est révolu », écrit-il régulièrement, sa verve alimentée par l'imaginaire guerrier du nationalisme radical.

Mais là où la chose devient encore plus insidieuse, c'est dans l'intimité des échanges privés. Les messages privés sur X (Twitter), ces espaces moins visibles mais tout aussi toxiques, sont son terrain de prédilection. C'est dans cette sphère privée qu'il se libère pleinement, s'abandonnant à une agressivité bien plus débridée, où les fioritures de la bienséance publique disparaissent totalement. Ses propos, déjà violents en public, se font encore plus menaçants en tête-à-tête. La langue se fait plus crue, plus directe, sans filtre, sans retenue. « Tu vois ce qui se passe quand on

laisse les racailles envahir nos quartiers ? Ils ne comprennent que ça, le langage de la force », écrit-il à l'un de ses contacts. La conversation vire rapidement à l'appel à la violence, un genre de « dépassement » des règles démocratiques qu'il prétend vouloir défendre. Là, il parle sans honte de son admiration pour les régimes autoritaires, et plus particulièrement pour ceux qui, selon lui, ont su « tenir tête » à la corruption de l'Occident : il fait l'éloge de Poutine, de Salvini, et parfois même, dans un langage presque nostalgique, des « héros de l'histoire » du fascisme.

Julien n'est pas seulement un militant politique, mais un véritable propagandiste numérique, un maître dans l'art de la manipulation des esprits fragiles, des jeunes en quête d'identité et de rébellion. À travers ses messages privés, il se fait plus que convaincre : il endoctrine. « Tu veux vraiment voir le changement ? Ce n'est pas en restant passif qu'on y arrivera. Le système est pourri, et tu le sais. Faut être prêt à tout, à se battre pour la survie de la France », écrit-il à un jeune contact, enchaînant les arguments conspirationnistes et les messages anti-système. Il lui envoie aussi des vidéos, des images de manifestations violentes et de combats de rue, cherchant à réveiller un désir de confrontation physique. Ces échanges sont souvent accompagnés de promesses d'un avenir glorieux, une utopie qu'il vend à ses interlocuteurs comme un remède aux maux d'une société qu'il considère comme en déclin.

Mais derrière cet homme qui se veut viril et inébranlable, il y a un être fragile, dont la colère dissimule un vide existentiel. Julien s'attaque à tout ce qui menace son idéal : l'islam, l'immigration, les féministes, et surtout ceux qu'il appelle les « collabos », ces Français qu'il juge lâches, incapables de défendre leur culture. Pourtant, dans les messages privés, une réalité plus sombre se profile. Il s'exprime parfois avec un désespoir palpable, notamment

lorsqu'il évoque sa situation personnelle. « Je suis fatigué de me battre, mais c'est pour ça que j'ai besoin de toi. L'idéologie, elle me donne la force de continuer », avouet-il à un autre militant, une confession brutale, qui éclaire sous un jour nouveau l'intensité de son engagement. Ce besoin d'appartenance, de se sentir soutenu et reconnu dans sa lutte, est ce qui fait la force et la faiblesse de sa position.

Ses messages privés, bien que rarement visibles à la lumière du grand public, font néanmoins partie d'un jeu bien plus vaste. Ils sont les témoins d'une radicalisation en réseau, d'une propagande diffusée à échelle individuelle, presque personnelle, et qui parvient à toucher une part du public plus facilement influençable. Le militant, loin de se contenter de diffuser sa haine sur les plateformes publiques, cherche à créer une communauté, une armée numérique prête à défendre sa vision du monde, même au prix de la violence. Il n'est plus un simple acteur de la scène politique, mais un agresseur sur le terrain de la guerre numérique, dont les armes sont l'insulte, l'intimidation et la diffusion de faux récits.

Julien se nourrit de cette ambiance de tension, d'adrénaline et de confrontations verbales incessantes. Sur X (Twitter), il incite à la révolte, à la déstabilisation des institutions, à la création d'un chaos qu'il appelle de ses vœux. Mais dans la sphère privée, ses paroles deviennent des armes plus insidieuses. C'est là, dans l'intimité de ses messages privés, qu'il pousse au radicalisme, où la réalité se confond avec l'illusion d'un monde qu'il tente de reconstruire, loin des compromis et des valeurs démocratiques.

La mise en lumière d'un cas particulier sur Facebook

Sur Facebook, Maxime est l'un de ces visages familiers d'une droite radicale dont les propos acérés et violents résonnent sans cesse dans les discussions de groupe et sur les pages militantes. À 28 ans, ce jeune homme d'apparence ordinaire – cheveux courts, silhouette athlétique, une posture qui ne laisse transparaître aucune vulnérabilité – est un habitué des commentaires incendiaires et des débats interminables où il se nourrit de l'indignation collective. Dans ses publications publiques, il adopte un ton acerbe, souvent empreint d'une haine décomplexée. Il ne se contente pas de critiquer ; il désigne des boucs émissaires, n'épargne aucune des figures de la gauche, des « progressistes » et des « bien-pensants ». Sa photo de profil, une image soigneusement choisie d'un drapeau tricolore flottant dans le vent, exprime son attachement viscéral à la nation française. Mais derrière ce drapeau se cache une détermination glaciale, marquée par une vision de la société dans laquelle il place les Français « authentiques » au sommet, et les autres – les étrangers, les musulmans, les migrants – au bas de l'échelle.

Sur les groupes Facebook où il est actif, il écrit en toute liberté des vérités qu'il ne pourrait énoncer dans la sphère publique sans risquer la censure. « La France appartient aux Français, pas aux envahisseurs ! », clame-t-il sur un post virulent. Ses mots sont toujours aussi tranchants, violents dans leurs dénonciations. Dans ses commentaires, il adopte une posture de procureur, faisant la morale à ceux qu'il juge responsables du déclin de la nation : « Si vous n'êtes pas d'accord avec ce qu'on dit ici, vous êtes les complices de la dégradation de la France », déclare-t-il, l'arrogance dans la voix virtuelle. Il s'attaque systématiquement à ceux qui sont de gauche ou au centre, leur reprochant de détruire les valeurs traditionnelles et de

sombrer dans une forme de « collaboration » avec ce qu'il perçoit comme l'invasion de la France par des forces étrangères, qu'elles soient économiques, culturelles ou humaines.

Mais là où Maxime révèle toute la profondeur de son engagement et la violence de ses pensées, c'est dans la sphère privée de Facebook. C'est dans ces échanges personnels, où le masque de la bienséance sociale se retire, qu'il s'exprime sans aucune retenue. Dans ses messages privés, il livre une version débridée de ses croyances. « Tu es sûr que t'as bien compris ? Faut qu'on prenne les choses en main avant que ce soit trop tard. Si tu veux pas que ta fille porte un voile à l'école, faut pas avoir peur de se battre », écrit-il à un ami, son discours se nourrissant de ses peurs et de ses angoisses irrationnelles. Ses échanges sont souvent marqués par une volonté de provoquer et d'enflammer les consciences fragiles. Chaque message privé est une invitation à rejoindre un combat qu'il perçoit comme une guerre de civilisation, et dans cette guerre, la fin justifie les moyens. À travers des vidéos, des messages alarmistes sur la « fin de la France », il cherche à manipuler ses interlocuteurs, à les pousser à une radicalisation plus profonde.

« Les Français qui veulent encore rester pacifiques sont des lâches, c'est ça le problème », écrit-il à un autre militant dans une conversation. Il fait souvent référence à la nécessité de « se préparer », comme si la guerre était imminente. Ses messages privés sont truffés de liens vers des sites de théories du complot, des vidéos de violences policières montées en boucle, ou encore des témoignages inventés sur des agressions commises par des « immigrés ». Dans son esprit, tout est une conspiration visant à détruire l'identité française, et les institutions sont complices, incapables ou volontairement inactives face à ce qu'il considère comme un « grand remplacement ». Ses échanges privés avec ses « amis » en ligne sont des

vecteurs de propagation de haine, où la frontière entre le discours politique et le discours violent se fait de plus en plus floue.

Il n'est pas rare qu'il exhorte ses correspondants à agir, à ne plus se contenter de critiquer derrière un clavier, mais à « passer à l'action », parfois de façon ambiguë. « Faut pas attendre que ça nous tombe dessus, il est temps de prendre nos responsabilités. Si la police nous laisse tomber, on se débrouille entre nous », écrit-il dans une de ses discussions privées. Bien qu'il ne donne pas d'instructions claires, l'ambiguïté de ses propos incite à une action, à une forme de résistance qui dépasse largement le cadre politique pour frôler la violence. Ses messages sont des bombes émotionnelles, destinées à enflammer l'imaginaire de ses interlocuteurs, à leur offrir une justification morale pour tout faire, même les pires choses.

Sur Facebook, dans ces zones d'échanges privés, Maxime semble à l'abri de tout jugement social. C'est un espace où la vérité se trouve dans l'acceptation de l'inacceptable, où les propos haineux deviennent une forme d'éveil, une catharsis face à la « tyrannie du politiquement correct ». Lorsqu'il échange avec des personnes qu'il considère comme « complices » ou « alliés », il leur donne un sentiment de solidarité, une illusion de communauté qui agit comme une drogue. « Tu n'es pas seul, on est nombreux à penser comme toi, et bientôt, la France sera de nouveau aux Français », écrit-il souvent, renforçant l'idée d'une lutte collective, d'un combat commun, où les militants sont soudés par la même haine commune.

Le plus inquiétant dans cette dynamique, c'est la normalisation de la radicalité. Là, dans les recoins privés de Facebook, des idées qui auraient autrefois été reléguées à la marginalité trouvent une audience, un écho. Maxime, comme tant d'autres, n'est plus seulement un utilisateur de réseau social. Il est un propagandiste numérique, un recruteur, un militant enragé. Ses messages privés sont une

extension de cette radicalisation, où la parole se libère encore davantage, devenant plus libre, plus crue, plus dévastatrice. Et cette liberté qu'il ressent dans ces échanges privés n'est autre qu'une forme d'enfermement, un piège où il se noie, lui et ceux qui le suivent, dans un océan de discours toxiques, au détriment de la vérité, de la raison, et de la démocratie.

L'extrême droite, X (Twitter) et les migrants

Les militants d'extrême droite, sous leurs pseudonymes et avatars souvent anonymes, ont développé une stratégie bien rodée pour alimenter cette peur irrationnelle. « L'invasion », « le grand remplacement », ces mots résonnent comme des mantras. Dans leurs tweets, les migrants sont fréquemment présentés comme des envahisseurs venus diluer l'identité française, des éléments extérieurs responsables de la dégradation des valeurs traditionnelles, de la perte des repères nationaux. Pour ces militants, chaque migrant est un symbole de l'impuissance des autorités à défendre les frontières du pays, un ambassadeur involontaire du chaos qu'ils jugent imminent. « L'immigration, c'est la fin de la France », clament-ils dans leurs messages enflammés, comme une vérité incontestable qu'il est de leur devoir de dénoncer.

Mais ce discours ne se contente pas de stigmatiser ceux qui viennent chercher refuge ou une vie meilleure sur le sol français. Il transforme les migrants en boucs émissaires, en cibles idéologiques et culturelles. Chaque image, chaque vidéo partagée par ces militants est un coup porté à l'image d'une France ouverte, solidaire, accueillante. L'argument, aussi primaire que redondant, se nourrit de ces clichés dégradants, où le migrant devient un fardeau, une menace. Pour l'extrême droite sur X (Twitter), les migrants ne sont jamais des êtres humains,

mais des symboles – des symboles qu’il faut détruire avant qu’ils ne détruisent l’âme même de la nation.

Les hashtags fleurissent, propulsés par des milliers de comptes enragés, réclamant un contrôle strict de l’immigration, appelant à la fermeture des frontières, parfois même à des solutions plus radicales et violentes.

#StopLInvasion, #LaFranceAuxFrançais,

#DéfendreNosFrontières – chacun de ces slogans devenant une arme dans le discours, un cri lancé dans le vide numérique, mais qui, paradoxalement, trouve un écho chez des milliers de personnes qui, elles aussi, partagent cette peur irrationnelle de l’autre. Derrière l’écran, l’agressivité se décuple, et les propos deviennent de plus en plus extrêmes, alimentés par des fake news, des rumeurs, et des récits inventés qui prennent la forme de vérités absolues. Les migrants ne sont plus que des statistiques, des chiffres exagérés, des caricatures grotesques.

Mais ce qui est encore plus insidieux, c’est la manière dont ce discours se répand. Sur X (Twitter), les informations et les idées circulent à une vitesse fulgurante. Ce n’est plus simplement un mouvement d’opinion, c’est un véritable phénomène viral, où chaque tweet, chaque partage devient une forme de légitimation. Le langage de l’extrême droite ne s’exprime plus seulement dans des propos haineux, mais dans un véritable réseau de solidarité et d’influence. À travers des threads interminables et des échanges privés, les idées extrémistes se diffusent comme une maladie, poussant les individus à adhérer à un récit fantasmé où les migrants sont les instruments d’un complot mondial visant à détruire l’Occident.

Les militants utilisent aussi le mensonge et la manipulation pour enflammer les passions. Des photos de violences, parfois sorties de leur contexte, ou des images montées, sont partagées pour renforcer l’idée que l’immigration est liée à la criminalité, à la violence, à la terreur. « Vous avez vu ce qui se passe à Paris ? Les rues

sont envahies par des criminels étrangers », dit l'un des nombreux messages, ajoutant une photo d'un événement, sans rapport réel avec la situation dénoncée, mais suffisante pour alimenter la paranoïa collective. Ces images sont ensuite partagées massivement, et le mensonge devient une vérité pour ceux qui cherchent à valider leur vision du monde.

Derrière l'écran, ce militantisme prend des formes parfois plus subtiles mais tout aussi dangereuses. Les messages privés sur X (Twitter) et d'autres réseaux sociaux deviennent des espaces où le discours haineux trouve un terrain de fertilisation. Là, dans l'intimité de la messagerie, les militants se sentent libres de déverser leurs frustrations, leurs rancœurs, loin des regards du public. Ils incitent à des actions, à des révoltes, et à des gestes de résistance violente. « Ce n'est plus une question de politique, c'est une question de survie », écrit l'un d'eux dans un message direct à un sympathisant, alimentant une logique de combat qui dépasse les simples frontières de la parole pour toucher à des idées de violence physique.

Ce qui est frappant dans l'évolution de l'extrême droite sur X (Twitter), c'est la manière dont elle s'appuie sur un tissu dense d'émotions et de représentations collectives. Dans ce microcosme numérique, la peur des migrants devient une machine de guerre idéologique, une cause commune autour de laquelle se rassemblent des milliers de personnes, unies par une vision du monde fermée et régressive. Ils ne cherchent pas seulement à dénoncer, mais à ériger des murs, à dresser des barrières entre « eux » et « nous ». Le message est clair : il est temps de prendre position, de défendre la nation, quitte à sacrifier les principes de solidarité et d'accueil qui ont fait la grandeur de la France.

Sur X (Twitter), les militants d'extrême droite ont donc trouvé leur terrain d'expression idéal : un espace où la parole n'est jamais vraiment libre, mais plutôt enchaînée

aux attentes de ceux qui sont prêts à écouter, à croire, à haïr. Les migrants, devenus des symboles de toutes les peurs et de toutes les régressions, y sont accusés de tous les maux, manipulés dans une logique perverse où la haine et la division règnent en maîtres. Et tandis que les messages privés continuent de se multiplier, l'agenda de l'extrême droite s'inscrit, de tweet en tweet, dans une vision de plus en plus radicale et violente de la société.

L'extrême droite, X (Twitter) et les musulmans

À travers des hashtags qui inondent les fils d'actualités, des slogans comme #IslamismeRadical ou #LaFranceAuxFrançais, l'extrême droite crée un climat de peur où chaque musulman, qu'il soit pratiquant ou non, est vu comme un vecteur potentiel d'un projet de domination. Ces militants n'hésitent pas à accuser les musulmans de tous les maux de la société, allant de la délinquance à la montée de la « violence islamiste », ou encore de l'effritement des valeurs républicaines. Dans leur esprit, l'islam n'est pas une religion parmi d'autres, mais une idéologie politique et violente, incompatible avec la démocratie. Sur X (Twitter), ces accusations sont formulées de manière virulente et déshumanisante, allant parfois jusqu'à l'appel à une guerre de civilisation. « Il est temps de mettre un terme à cette islamisation », clament-ils souvent, entretenant l'idée que les musulmans sont responsables de la dégradation du pays, et que les autorités ne font rien pour arrêter cette « immigration islamique ». Les tweets d'extrême droite cherchent à désigner des ennemis à l'intérieur même de la société française. Le musulman devient l'incarnation du danger, un « étranger » qui ne fait pas partie du « nous », selon la logique du repli identitaire. Dans ces messages, l'islam est fréquemment réduit à ses dérives extrémistes, occultant toute la diversité

des pratiques et des identités au sein de la communauté musulmane. Il n'est plus question de différences individuelles, mais d'une menace collective, un groupe homogène qui partage, aux yeux des extrémistes, la même idéologie, quels que soient les choix personnels ou religieux de chaque individu.

Ce discours va plus loin que la simple critique de l'islamisme ou des groupes radicaux. Il s'attaque à la religion elle-même, à la présence de l'islam en France. Chaque manifestation religieuse musulmane devient suspecte, chaque mosquée est vue comme un bastion de l'islamisation, et chaque appel à la solidarité entre musulmans est perçu comme une tentative de conquête. Ce phénomène s'accompagne souvent d'un dénigrement systématique des musulmans dans les débats publics. Quand un musulman parle de discrimination ou d'intolérance, il est immédiatement renvoyé à sa religion, jugé coupable d'un supposé communautarisme qui serait incompatible avec l'idéal républicain. Les militants d'extrême droite sur X (Twitter) essaient de faire porter à toute la communauté musulmane la responsabilité de violences commises par une poignée d'individus.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est la manière dont ces discours sont amplifiés. Non seulement ces propos trouvent un écho dans les cercles d'extrême droite, mais ils atteignent également des publics plus larges, souvent sensibles à des discours simplistes et alarmistes. La viralité des messages sur X (Twitter) permet à ces idées de se diffuser rapidement, atteignant des milliers, voire des millions de personnes. À travers des vidéos montées, des montages photos ou des récits amplifiés, les militants d'extrême droite exploitent les événements tragiques, comme les attentats ou les émeutes, pour entretenir la peur et la colère. « C'est ça, la réalité de l'immigration musulmane », écrivent-ils après chaque incident, associant systématiquement les actes de violence à une population

entière. Cette généralisation fait naître un sentiment de crainte irrationnelle, qui finit par se transformer en haine.

Les messages privés sur X (Twitter) jouent également un rôle fondamental dans cette radicalisation. Dans ces espaces intimes mais tout aussi toxiques, les militants s'expriment plus librement, sans les contraintes de l'opinion publique. Là, les propos deviennent plus explicites, plus brutaux, souvent agrémentés de menaces directes envers les musulmans, ou encore d'appels à des actions violentes. Ces échanges privés constituent un terrain fertile pour une radicalisation plus profonde, où l'individu se voit conforté dans ses certitudes, et où les idées de division, d'exclusion et de violence se transforment en un combat personnel, parfois accompagné d'un sentiment de légitimité. « On ne peut plus accepter cela », dit un message envoyé dans une discussion privée. « Il faut se préparer à défendre notre pays, il n'y a plus de temps à perdre », lance un autre militant, incitant à l'action dans une forme d'appel à la guerre civile.

Les hashtags #NotInMyName ou #JeSuisMusulman, qui ont été créés pour dénoncer l'intolérance et la violence à l'encontre des musulmans, sont systématiquement détournés par l'extrême droite. Ils les utilisent pour ridiculiser ou dévaloriser les initiatives de solidarité. Dans leur logique, chaque acte de défense de la communauté musulmane est une preuve supplémentaire de l'inefficacité des autorités et de la trahison d'un « système » qu'ils jugent corrompu. « Les autorités ferment les yeux sur l'islamisation du pays, et vous voulez qu'on accepte ça ? », écrivent-ils dans leurs messages en ligne. Pour eux, l'islam et la France sont incompatibles, et ce qu'ils appellent la « réislamisation » de la société est perçue comme une menace existentielle.

Sur X (Twitter), la violence verbale, la manipulation de l'information et l'exploitation des peurs collectives façonnent le quotidien de milliers de personnes. L'islam et

les musulmans sont devenus des cibles permanentes dans un combat idéologique où la vérité est souvent déformée, et où l'angoisse de l'inconnu devient un carburant puissant pour une radicalisation sans fin. Et si certains appellent à la réconciliation et à l'intégration, d'autres, sur cette même plateforme, œuvrent sans relâche à creuser un fossé toujours plus profond entre « eux » et « nous ».

Le cas de Julien : l'ombre numérique d'un militant d'extrême droite

Julien, 34 ans, est un homme ordinaire en apparence. Il vit dans une banlieue de province, travaille dans une petite entreprise de transport, et mène une vie discrète. Mais sur X (Twitter), il se transforme en un personnage radical, un fervent défenseur de l'« identité française », dont la parole est aussi acide que dénuée de toute nuance. Son profil, orné d'une photo de profil où il brandit un drapeau tricolore, est un espace où les idéaux nationaux et le rejet des « ennemis » se mélangent. Il est un de ces militants de l'ombre, qui se cache derrière un écran, mais qui déverse sa haine avec une telle intensité qu'il semble presque incarner, à lui seul, la frénésie du discours d'extrême droite sur les réseaux sociaux.

Julien ne parle jamais des musulmans en termes d'individus, mais plutôt comme d'une masse homogène, une entité maléfique. Sur son compte X (Twitter), il partage sans vergogne des messages haineux, des attaques directes et des accusations de complot. « Le Grand Remplacement est en marche, et personne ne veut en parler. #Islamisation #ImmigrationInvasion », tweet-il souvent, toujours accompagné de photos d'émeutes ou de scènes de violence, parfois sorties de leur contexte, mais

suffisamment choquantes pour alimenter l'émotion. La logique est simple pour lui : les musulmans, dans leur ensemble, sont responsables de l'effondrement de la civilisation occidentale. Il n'y a pas de place pour la nuance, pas de place pour la discussion. Dans son esprit, toute personne de confession musulmane est un ennemi potentiel, une menace à éliminer par l'intellect et l'action.

Il se plaît à multiplier les tweets incendiaires, s'attaquant aux figures publiques qui défendent les droits des musulmans ou luttent contre les discriminations.

« Étonnant, @JeanLucMélenchon, toi qui t'opposes toujours à la loi de la République, pourquoi tu ne te préoccupes pas de l'influence grandissante de l'islam dans nos rues ? Il est temps de défendre notre pays avant qu'il ne soit trop tard. » Julien s'adresse directement aux personnalités politiques, les menaçant subtilement avec des propos agressifs, tout en se drapant dans une vertu patriote indiscutable. Ses messages sont souvent accompagnés de hashtags comme #DefendonsLaFrance ou #IslamismeIncompatible, qu'il utilise comme des cris de ralliement pour ses partisans.

Mais ce qui distingue vraiment Julien des simples trolls de X (Twitter), c'est sa capacité à manipuler les esprits fragiles dans les espaces privés. Là où les autres se contentent de clamer des slogans publics, Julien va plus loin, et c'est dans les messages privés qu'il devient encore plus toxique, plus direct, plus dangereux. « T'es d'accord avec moi, hein ? », commence-t-il souvent, se glissant subtilement dans les discussions. Puis il enchaîne avec des déclarations qui glissent sur le fil de la violence : « Si on laisse cette religion gagner, la France va disparaître. Il est

temps de se préparer à agir. » Ses mots sont un poison lent, distillé dans l'âme de ses interlocuteurs. Il ne parle pas de politique ou de convictions : il parle de survie, de guerre, de révolte. À ses yeux, chaque tweet est une arme, chaque retweet une victoire dans une guerre de civilisation qu'il croit inévitable.

Un jour, il s'attaque directement à un tweet d'un homme politique musulman, avec une virulence et une haine palpable : « Si vous n'êtes pas d'accord avec le respect de notre culture et de nos traditions, vous pouvez repartir d'où vous venez. La France n'est pas une terre d'accueil pour tous les fouteurs de merde. #IslamExit ». Ce tweet est rapidement partagé par une poignée d'autres militants extrémistes, amplifiant ainsi son discours. Mais ce n'est pas la première fois qu'il déverse ce type de haine. Il considère que chaque geste, chaque parole d'un musulman est une provocation, une « incursion » dans une France qu'il rêve pure et blanche, débarrassée de ce qu'il considère comme un poison. L'attaque n'est plus seulement verbale, elle devient un acte militant, une provocation qui pousse les autres à se joindre à la lutte.

Dans les discussions privées, Julien va encore plus loin. Il cherche à radicaliser ceux qui lui parlent, utilisant des tactiques subtiles de manipulation psychologique. « Si tu veux vraiment défendre ta famille, il va falloir plus que de la parole, il va falloir de l'action », écrit-il à l'un de ses interlocuteurs, qui, bien que plus modéré, commence à douter. Les propos deviennent alors de plus en plus menaçants. « Ce qu'on attend de toi, c'est d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Ce ne sera pas la première fois qu'on aura à se défendre contre ces gens-là. » Le message est clair : il incite à la violence, non pas de manière

explicite, mais par sous-entendus, en suggérant que les musulmans sont un danger imminent qu'il faut éradiquer.

Dans cette guerre virtuelle qu'il mène sur X (Twitter), Julien est convaincu de la justesse de sa cause. Les appels à la violence se multiplient, bien qu'il sache pertinemment qu'il doit rester prudent, que la ligne entre le discours légitime et l'appel à la haine est mince. Il joue avec les règles de la plateforme, en lançant des provocations tout en prétendant défendre une « cause noble ». Mais la vérité est que Julien est un manipulateur du discours, un homme dont les idées dangereuses nourrissent les fantasmes de ceux qui se sentent perdus, rejetés ou manipulés. Et dans l'univers de X (Twitter), il trouve un terrain d'expression sans précédent, où la parole haineuse devient vite un feu incontrôlable, alimenté par des retweets, des likes et des soutiens tacites.

Mais sous ses tweets incendiaires, Julien est avant tout un homme seul, un homme qui ne comprend pas que son discours fait plus de mal que de bien, qu'il enflamme les passions sans apporter aucune solution. Sa haine est une évasion, une échappatoire à une réalité qu'il ne sait pas appréhender. Il se cache derrière l'écran, là où il est roi, où ses messages ont un pouvoir démesuré. Mais derrière le masque de l'agressivité, Julien ne sait peut-être même plus ce qu'il défend vraiment, si ce n'est un monde de divisions et de violence.

Dans un monde en ligne où l'intolérance prospère, Julien est l'incarnation d'un militantisme extrême qui prend racine dans la peur, la haine et la division. Et tant qu'il y aura des personnes comme lui, prêtes à nourrir cette machine de discorde, les fractures sociales continueront de

se creuser. Sur X (Twitter), chaque mot de haine est une graine semée pour la discorde, et Julien, à travers son clavier, devient le semeur de cette haine.

L'extrême droite, X (Twitter) et les Juifs

L'une des tactiques principales des militants d'extrême droite consiste à attiser la méfiance à l'égard de « l'élite » qu'ils associent souvent aux Juifs. Ce groupe est accusé d'être à l'origine de toutes les crises sociales et économiques, d'être responsable des politiques migratoires qu'ils rejettent, ou encore de manipuler les médias et les institutions internationales à leur avantage. Ce discours, parfois subtil, parvient à séduire des internautes fragilisés par une crise de confiance en l'État ou dans les élites politiques. Les attaques sont souvent indirectes, sous forme de théories du complot comme le fameux « complot juif mondial », où les Juifs sont accusés de contrôler les finances, les médias, et même l'éducation pour imposer leur domination.

Sur les fils d'actualités de l'extrême droite, on voit émerger des hashtags comme #JuifsMaitresDuMonde ou #SystèmeJuif, des termes qui renvoient à des stéréotypes anciens et perniciose. Ces messages ne s'adressent pas seulement aux Juifs, mais à toute personne qui semble défendre une politique d'ouverture, d'inclusion ou de solidarité. Les militants d'extrême droite sur X (Twitter) tissent des liens entre l'idéologie juive et ce qu'ils appellent « l'invasion migratoire », créant ainsi une fausse connexion entre l'identité juive et des phénomènes sociaux qu'ils détestent. La convergence de ces discours nourrit l'idée selon laquelle il existe une conspiration globale, dissimulée et manipulatrice, que l'extrême droite désigne comme étant menée par les Juifs.

L'usage des symboles et des figures historiques est également courant pour légitimer ce discours antisémite. Par exemple, certains militants rappellent sans cesse la présence de personnalités juives dans des événements historiques ou des positions de pouvoir, insinuant que cette présence serait la preuve d'une domination cachée. Des références à des figures du passé comme Georges Soros sont constamment reprises pour illustrer une prétendue conspiration financière internationale, renforçant l'image d'un Juif manipulateur et omniprésent dans les sphères décisionnelles.

Mais ce qui est particulièrement insidieux, c'est la manière dont ces messages sont formulés, souvent sous couvert d'humour ou d'ironie, pour ne pas attirer la censure des modérateurs de la plateforme. Les insultes déguisées en blagues, les caricatures et les allusions à des stéréotypes sont légion. « Pas étonnant que le gouvernement soit aux ordres, regardez qui le finance », peut-on lire sous certains tweets, où l'on insinue une allégeance secrète aux puissances juives. D'autres encore vont plus loin en publiant des images détournées des symboles de la Shoah, les utilisant pour faire passer leur discours haineux sous une forme moins évidente, mais tout aussi néfaste.

Les attaques ne se limitent pas aux Juifs eux-mêmes, mais visent également ceux qui les défendent. Les personnalités politiques ou publiques qui prennent position contre l'antisémitisme deviennent elles aussi des cibles. Sur X (Twitter), les partisans de l'extrême droite n'hésitent pas à harceler ces personnalités en ligne, à les accuser d'être à la solde des Juifs, ou d'agir dans le sens d'un agenda globaliste. « Le ministre de la Justice, c'est un pion du système juif », écrit l'un des militants en réponse à un tweet sur une réforme sociale. Cette accusation, bien que dénuée de fondement, repose sur des croyances profondes, façonnées par des discours haineux et des interprétations tordues de la réalité.

Le problème est que ces attaques s'amplifient grâce à la viralité des réseaux sociaux. Les retweets, les likes, les commentaires enthousiastes des partisans servent à propager cette haine à grande échelle, offrant à l'antisémitisme une plateforme plus vaste que jamais. Les figures d'extrême droite sur X (Twitter) savent exactement comment manipuler les codes de la plateforme pour atteindre un public encore plus large. Ils jouent sur les peurs, les angoisses sociales et économiques pour introduire leurs thèses antisémites, entretenant l'idée d'une guerre culturelle et religieuse.

C'est dans ces discussions privées que les militants se sentent plus à l'aise pour échanger des insultes directes, des appels à l'action, et des encouragements à aller plus loin dans leur combat contre ce qu'ils appellent « l'influence juive ». Ces espaces deviennent alors des foyers de radicalisation où l'on se renforce mutuellement dans la haine, s'échangeant des théories du complot et des propositions d'action plus agressives à l'encontre de la communauté ou de certains de ses représentants les plus exposés.

L'extrême droite, X (Twitter) et la communauté LGBT

Le bruissement froid d'un tweet, lorsqu'il tranche l'air numérique, n'a pas besoin d'être long pour faire du mal. Sur X (Twitter), ce théâtre de l'instant, les passions se consomment en un éclair. Et dans cette arène, la communauté LGBT devient bien souvent le réceptacle d'un ressentiment ancien, recyclé dans des formes modernes.

Le langage est celui du sarcasme : pas de grands cris, mais des flèches trempées dans le fiel. Sous couvert de liberté d'expression ou de défense de la « biologie », des comptes

arborant fièrement drapeaux nationaux, croix chrétiennes ou pseudonymes antiques propagent une idéologie réactionnaire, parfois sans jamais la nommer. Le déni est une stratégie : il ne s'agit pas de dire « nous sommes contre », mais de demander, faussement ingénu, « pourquoi imposer cela aux enfants ? », « pourquoi ce besoin de visibilité ? », « est-ce vraiment naturel ? ». Des questions rhétoriques comme des pièges à l'empathie, des formes euphémiques de rejet.

Le terrain favori : les faits divers, les déclarations maladroites d'activistes, les controverses culturelles. Il suffit d'un détail, d'un mot malheureux, pour que la machine s'emballe. Un tweet moqueur, une photo détournée, et le glissement s'opère : d'une critique particulière à une remise en cause générale. Il ne s'agit plus de débattre d'une idée, mais de discréditer une existence. Et dans l'économie du buzz, plus c'est brutal, plus ça circule.

Souvent, le discours prend la forme du « bon sens », cette entité brumeuse convoquée pour contester les droits obtenus : « on ne peut plus rien dire », « c'est une dictature LGBT », « les vrais discriminés, ce sont les hétéros ». Le renversement est rhétorique, mais il est efficace. Il donne à ceux qui le tiennent une posture victimaire commode, légitimant leur hostilité par une impression d'oppression.

Les attaques ciblées contre des personnalités LGBT sont fréquentes. Il ne s'agit pas toujours d'insultes directes – même si elles existent –, mais de harcèlement déguisé : photos diffusées sans autorisation, insinuations douteuses, montages mensongers. L'anonymat y joue un rôle central.

Des comptes jetables apparaissent, attaquent, puis disparaissent. Les mêmes schémas reviennent : mise en cause de la santé mentale des personnes trans, caricature des familles homoparentales, moqueries sur l'apparence, ou sur le genre. Et toujours, en arrière-plan, l'idée que ces vies sont des anomalies, des perturbations de l'ordre naturel ou divin. Certains comptes utilisent des symboles associés à la communauté LGBT pour les détourner de manière péjorative.

Au milieu de ce vacarme, certains noms émergent, figures d'autorité pour une frange radicalisée, guides numériques aux centaines de milliers de followers. Comme par exemple le compte de Cyril qui s'avance sous une image évoquant une grandeur gauloise, avatar en noir et blanc représentant une statue romaine, bio lapidaire : « Tradition, ordre, vérité. »

Cyril n'est pas un inconnu. Ancien blogueur reconverti en influenceur politique, il alterne publications pseudo-historiques, aphorismes sur la décadence de l'Occident et saillies virulentes contre les « lobbies ». Il ne dit jamais clairement « LGBT », préférant les termes ambigus : « militantisme arc-en-ciel », « idéologie du genre », ou encore « révolution sexuelle ». Mais le sous-texte est limpide pour ses abonnés, qui en reprennent les codes.

L'un de ses tweets, resté célèbre, ciblait une institutrice trans ayant participé à une émission éducative. Accompagnant une capture d'écran de l'émission, il écrivait : « Voilà ce qu'on met devant vos enfants. À vomir. » En quelques heures, le tweet avait été vu plus de 800 000 fois. Les réponses, majoritairement moqueuses ou haineuses, évoquaient une « dégénérescence morale », un

« complot éducatif » et d'autres obsessions réactionnaires. L'institutrice a depuis fermé ses comptes. Cyril, lui, a supprimé le tweet – mais pas les idées.

Son influence ne tient pas qu'à sa rhétorique : il sait jouer des algorithmes. Il retweete des extraits de journaux qui valident sa vision du monde, souvent sortis de leur contexte. Il publie à heures fixes. Il répond rarement, sauf pour humilier. Et surtout, il mobilise : sous chaque publication controversée, ses abonnés se déchaînent, souvent plus virulents que lui, lui permettant de garder les mains propres. Il orchestre, mais ne frappe pas. Du moins, pas directement.

Ce qui rend ce comportement particulièrement inquiétant, ce n'est pas seulement sa virulence, mais sa banalisation. Il ne s'agit plus de marginalité, mais d'une parole réactionnaire qui se veut légitime, intellectuelle, presque élégante. Les références à l'histoire, à la biologie, à la tradition donnent un vernis respectable à un rejet fondamental de l'altérité.

Sur X (Twitter), tout cela se perd dans le flux. Un tweet chasse l'autre. Mais les cicatrices, elles, demeurent. Pour la communauté LGBT, chaque attaque n'est pas seulement une opinion, mais une remise en question existentielle. Il ne s'agit pas de convaincre, mais de rester debout face à une vague que rien ne semble arrêter.

Témoignage de Claire, infirmière, harcelée sur X (Twitter)

« Je m'appelle Claire, je suis infirmière dans un hôpital public depuis plus de dix ans. Je n'ai jamais cherché la lumière, encore moins sur les réseaux. J'ai X (Twitter)

depuis des années, surtout pour suivre des collègues, des infos santé, quelques hashtags engagés sur les conditions de travail à l'hôpital.

Il y a trois ans, j'ai posté un tweet à la pause, dans la salle de repos, entre deux patients en soins palliatifs. J'étais fatiguée, énervée. J'ai écrit : « Marre de voir certains patients insulter les soignants, refuser les soins parce qu'on est femmes, racisées ou vaccinée.e.s. L'hôpital n'est pas un défouloir. »

Ce n'était pas un pamphlet. Juste une exaspération du moment. Mais le tweet a commencé à tourner. Vite. Trop vite.

Au début, je recevais des messages de soutien de collègues, de patients même. Et puis... c'est parti en vrille. Un compte avec un drapeau tricolore et une bio du style « patriote, identitaire, défenseur de la France éternelle » a repris mon tweet en citant : « Voilà comment le personnel soignant traite NOS anciens. »

Je ne comprenais pas. Je n'ai rien dit sur les anciens. Ni sur la France. Mais le tweet a été partagé, repris par des comptes plus gros, des figures de cette mouvance — parfois soft, parfois franchement flippantes.

Des commentaires ont commencé à s'accumuler sous mon post. Certains m'accusaient de racisme inversé, d'islamogauchisme. D'autres disaient que je devais être virée de l'hôpital.

Deux comptes ont été particulièrement agressifs. L'un m'a traité de « traîtresse à la nation », l'autre a tweeté une photo de l'entrée de mon hôpital avec un emoji flamme.

J'ai verrouillé mon compte. J'ai effacé le tweet. Mais les captures circulaient déjà. Mon prénom, mon métier, ma ville : tout était là. Il ne leur manquait pas grand-chose pour me retrouver. Une collègue m'a dit qu'un forum avait

relayé les captures avec des commentaires du type :
« Qu'elle vienne soigner nos enfants, on verra. »
Et un autre : « Encore une soignante endoctrinée par la bien-pensance. »

Je suis allée voir ma cadre, puis la direction. Ils m'ont dit qu'ils me soutenaient, mais ils m'ont aussi conseillé de faire profil bas. Profil bas ? Je me suis tue. Et j'ai pleuré.

Je suis infirmière. Pas militante. Mais j'ai le droit de m'exprimer sur les violences que je vis au quotidien. Depuis, je dors mal. Je regarde par-dessus mon épaule. J'ai reçu trois mails anonymes — pas très explicites, mais suffisamment dérangeants pour me faire hésiter à emmener mes enfants au parc du quartier.

Je n'ai pas porté plainte. Mais j'ai contacté une association qui aide les victimes de cyberharcèlement. Ils m'ont écoutée, guidée, rassurée.

Et aujourd'hui, si je témoigne, c'est pour dire que ça peut arriver à n'importe qui. Il suffit d'un tweet, d'un mot, pour que la haine se déchaîne. Et que même modérée, même masquée derrière un clavier, elle laisse des traces réelles.

Je suis toujours infirmière. Je continuerai à soigner tout le monde. Mais je réfléchirai à deux fois avant de tweeter. Et c'est ça, le plus triste. »

La presse d'extrême droite : Rivarol, Minute, Valeurs actuelles

Rivarol

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, alors que les cendres du vieux monde tourbillonnaient encore dans l'air européen, naquit dans les marges de la République un organe de combat, un journal tendu comme un poing

fermé contre l'ordre nouveau : Rivarol. Fondé en 1951 par des plumes déchues, nostalgiques des temps effondrés, il porta dès ses premiers mots l'empreinte de la défaite et de la revanche.

Son nom, emprunté à l'esprit vif du XVIII^e siècle, contrastait cruellement avec la lourdeur de son dessein : Rivarol n'était pas là pour briller d'ironie, mais pour raviver une haine ancienne. Derrière ses pages austères se rassemblaient les fidèles du Maréchal, les partisans vaincus de Vichy, les intellectuels bannis, les exilés de l'honneur démocratique. Il se voulait l'étendard des vaincus, l'écho rancunier de la collaboration, la voix de ceux qui, dans l'ombre, refusaient de se soumettre au récit triomphal des vainqueurs.

Les premières décennies virent défiler sous sa bannière des figures lourdes d'histoire : écrivains nationalistes, pamphlétaires aigris, révisionnistes déjà en marche. Chaque semaine, entre ses colonnes serrées, se déployait une vision du monde où la France était trahie par ses élites, où l'Europe sombrait sous le poids de la décadence, où les Juifs et les francs-maçons tenaient les leviers invisibles du pouvoir. C'était un monde où la modernité apparaissait comme une malédiction, et la République comme une imposture.

Rivarol traversa les années comme un navire en perdition, résistant à tous les naufrages idéologiques, porté par la fidélité farouche de ses quelques milliers de lecteurs. Dans l'effervescence des années 1960, alors que la jeunesse brûlait les certitudes anciennes, il resta de marbre, ancré dans une vision du passé sanctifiée et close. À la faveur des guerres de décolonisation, il trouva un nouveau carburant pour sa rage : l'Algérie, l'abandon, la perte d'un empire, autant de blessures béantes qu'il s'évertuait à maintenir ouvertes.

À mesure que le siècle avançait, le journal devint le refuge d'un négationnisme de plus en plus assumé. Sous des

dehors prétendument érudits, il accueillait la prose empoisonnée des falsificateurs de l'Histoire, tressant des couronnes d'épines à ceux que l'université avait relégués au rang d'infâmes. Les procès s'accumulèrent, les condamnations tombèrent, mais Rivarol, fidèle à lui-même, persista, abritant en ses pages une parole que la société voulait chasser mais que quelques irréductibles continuaient d'encenser.

À l'orée du XXI^e siècle, tandis que l'extrême droite électorale tentait la dédiable, Rivarol demeurait le gardien de la pureté radicale. Farouchement hostile à toute concession, il excommunia ceux qui, comme Marine Le Pen, cherchaient à maquiller l'héritage sulfureux. En son sein, la nostalgie vichyste, l'antisémitisme virulent et l'obsession xénophobe demeuraient intacts, figés dans une posture d'éternel ressentiment.

Aujourd'hui encore, bien que marginalisé, Rivarol survit, tel un spectre opiniâtre, hantant les marges d'une France qui croit l'avoir relégué aux oubliettes de l'histoire. Sa prose, aiguisée comme une lame rouillée, continue de taillader l'idée même de progrès, et dans ses colonnes vibrent encore les derniers soubresauts d'un vieux monde qui refuse, envers et contre tout, de mourir.

Minute

Il était une fois, dans les années tourmentées de la France d'après-guerre, un journal né non du besoin d'informer, mais du désir de provoquer, de mordre, de gifler l'air du temps : Minute. Lancé en 1962 dans un fracas à peine étouffé, ce petit journal satirique aux allures de feuille de scandale avait, dès sa naissance, l'âme belliqueuse et le rictus moqueur.

Minute, c'était d'abord un ton, un sabre dans l'arène médiatique. Avec ses manchettes criardes, ses caricatures outrancières, ses titres à l'emporte-pièce, il frappait sans vergogne, tapant sur tout ce qui ressemblait de près ou de

loin à la gauche, aux élites intellectuelles, aux forces du changement. Sous ses dehors irrévérencieux, il distillait semaine après semaine une vision du monde où la France éternelle, assiégée et méprisée, devait se défendre contre un ennemi intérieur sans cesse désigné : immigrés, progressistes, féministes, « cosmopolites » honnis.

À ses débuts, Minute flirta avec une droite dure encore fragmentée, orpheline de ses rêves impériaux et de ses illusions coloniales. Il accompagna les soubresauts de l'Algérie française, vibra avec l'OAS, glorifia ceux qui, dans l'ombre, avaient pris les armes contre l'inéluctable décolonisation. À mesure que le temps passait, son rire devenait plus grinçant, plus amer. Ce n'était plus l'humour qui dominait ses colonnes, mais la hargne froide du ressentiment.

Dans les années 1970 et 1980, Minute trouva son public : une frange d'électeurs nostalgiques, un lectorat d'irréductibles réfractaires à la marche du progrès, épris d'une France blanche, catholique et autoritaire. Les campagnes anti-immigration, les pamphlets contre les « droits-de-l'hommes », les attaques ad hominem contre les artistes, les intellectuels et les figures politiques de gauche devinrent sa signature.

Minute était un journal qui ne respectait rien ni personne, pas même ceux qu'il prétendait défendre. Il frappait avec une jouissance trouble, mélangeant l'ironie de bazar à la haine ordinaire, parfois au bord du délire complotiste. La presse bourgeoise, effrayée mais fascinée, lui jetait des regards horrifiés ; certains, en secret, s'amusaient de ses outrances comme d'un monstre apprivoisé qu'on observe derrière des barreaux.

Le journal connut de nombreuses métamorphoses : crises internes, procès en rafale, changements de propriétaires, pertes d'influence. Mais son essence demeura la même : celle d'une hydre populiste, exhalant la peur et le

sarcasme, incapable de renoncer à son goût pour l'abjection déguisée en bravoure.

Dans les années 1990, alors que l'extrême droite institutionnelle, avec Jean-Marie Le Pen, gagnait en visibilité et en légitimité, Minute tenta de suivre, puis critiqua, puis vilipenda ses propres champions. Fidèle à son tempérament anarchisant, il se refusa toujours à toute allégeance durable, préférant le chaos du sarcasme à la discipline du militantisme.

Peu à peu, la modernité le dévora. Internet, les réseaux sociaux, la brutalité immédiate du monde numérique rendirent ses outrances obsolètes. Là où Minute avait autrefois innové par sa violence verbale, d'autres le dépassaient sans peine, plus rapides, plus virulents, plus radicaux encore.

Déclinant, survivant dans l'ombre d'une extrême droite éclatée, Minute se vida de son venin comme un vieux serpent épuisé. En 2015, après des décennies de polémiques, de procès, de scandales et de malédictions, il cessa de paraître. Le rideau tomba, non dans un fracas d'applaudissements ou de protestations, mais dans l'indifférence générale, comme une mauvaise plaisanterie enfin oubliée.

Minute, ce journal de tous les excès, s'effaça sans gloire, laissant derrière lui l'empreinte trouble d'une époque où l'insulte se rêvait héroïsme, et où le rire pouvait parfois tuer aussi sûrement qu'une balle.

Valeurs actuelles

Dans les salons feutrés du conservatisme français, Valeurs actuelles s'imposa, au fil des décennies, comme un miroir tendu aux nostalgies inquiètes et aux certitudes blessées. Né en 1966 sous les auspices d'une droite respectable, orné des habits sévères du gaullisme économique et du traditionalisme social, le journal semblait d'abord destiné

aux notables, aux professions libérales, aux hommes de chiffres et de dossiers. Mais, comme tant d'autres instruments du réel, Valeurs actuelles subit, avec le temps, les métamorphoses secrètes de l'époque. Sous les coups de boutoir de l'immigration, de la mondialisation, des crises identitaires, le journal glissa peu à peu de la modération vers l'inquiétude, puis de l'inquiétude vers l'obsession. Ce ne fut pas une chute brutale, mais une dérive patiente, un infléchissement subtil du ton, un durcissement progressif du regard. Là où jadis on chantait les vertus de l'ordre, on dénonçait désormais les menaces tapies dans l'ombre : l'islam, l'insécurité, la dilution nationale. Chaque dossier devenait une bataille, chaque éditorial une forteresse, chaque couverture un cri d'alarme.

Dans les années 2010, Valeurs actuelles devint autre chose : un journal de combat. La plume s'affila, le propos se fit glaive. Les campagnes médiatiques s'enchaînèrent, enfiévrant les débats, modelant à leur manière l'opinion inquiète d'une partie de la France périphérique. Ils offrirent une tribune aux figures de l'extrême droite culturelle, ceux qui, drapés dans la dignité de la « liberté d'expression », brandissaient leurs peurs comme des étendards. La jeunesse dorée de la droite radicale, les conservateurs lassés des demi-mesures, les identitaires en quête de respectabilité, tous trouvèrent dans les colonnes du journal un écho à leurs colères sourdes. Valeurs actuelles se rêva alors en avant-garde d'une reconquête, un phare dressé contre la marée montante du progressisme.

Les unes devinrent plus âpres, plus théâtrales. Les procès aussi. À force de flirter avec l'abîme, le journal connut l'opprobre, la polémique, parfois la condamnation. Pourtant, dans ces blessures, il trouvait aussi sa vigueur :

car, dans l'univers des batailles idéologiques, le scandale est une médaille, et la censure un viatique. À travers ses pages, c'était une certaine idée de la France — blanche, chrétienne, virile — qui se battait contre son effacement supposé. Sous la plume, les banlieues devenaient des forteresses ennemies, les migrants des envahisseurs, et les intellectuels de gauche des traîtres en habit de parade.

Valeurs actuelles se nourrissait de la crispation ambiante, mais la renforçait aussi. Loin des salons compassés de ses débuts, il était devenu un théâtre d'ombres où les peurs prenaient forme, où les mythes se tissaient avec la patience amère des artisans du ressentiment. Et pourtant, sous les outrances, sous les caricatures, sous l'éclat des polémiques soigneusement orchestrées, il restait parfois l'écho d'une angoisse plus profonde, plus tragique : celle d'un monde ancien qui sent confusément son déclin, et qui, pour retarder sa fin, préfère encore frapper, dénoncer, crier, plutôt que de consentir à disparaître.

Le site Fdesouche

Le site internet *Fdesouche*, fondé au début des années 2000, incarne l'une des plateformes les plus controversées de l'Internet français. Son nom, un acronyme de *Français de Souche*, révèle d'emblée sa mission idéologique : celle de défendre une vision de la France pure et originelle, débarrassée de toute influence étrangère et de tout « intrus » qui viendrait y perturber son identité. Mais derrière ce masque de patriotisme et de revendication d'un retour aux valeurs fondamentales, *Fdesouche* est avant tout une vitrine de l'extrême droite française, une plateforme où se croisent les discours racistes, xénophobes

et identitaires, où la haine de l'autre devient une norme acceptée et un argument de combat.

L'histoire de *Fdesouche* commence dans un contexte particulier : la montée des préoccupations identitaires et la crainte de la dilution de l'identité nationale. En parallèle de l'émergence de ces préoccupations, le site devient un refuge pour ceux qui, déçus par la droite républicaine et la gauche, trouvent dans l'extrême droite une réponse à leurs angoisses. *Fdesouche* s'impose alors comme un espace de liberté pour les partisans d'une vision radicale de la France, ceux qui s'opposent à l'immigration, à la diversité culturelle, et à la construction européenne. Sous des apparences de défense des « valeurs traditionnelles », le site diffuse une idéologie de plus en plus close aux thèses du Front National et de ses alliés, tout en jouant sur une ambiguïté soigneusement entretenue.

L'arsenal discursif de *Fdesouche* repose sur des formulations chocs et provocatrices, des titres accrocheurs qui attirent l'attention tout en évitant parfois la censure en jonglant avec les codes de l'Internet. Le site n'hésite pas à relayer des articles, des vidéos, des témoignages, et des anecdotes qui, sous couvert d'objectivité et d'information, distillent des propos ouvertement discriminants. L'un des éléments qui font la spécificité de *Fdesouche* est sa capacité à manipuler l'actualité, à l'orienter dans le sens de ses propres idées, et à la transformer en un fil narratif où l'étranger, l'immigré, ou l'islam sont constamment présentés comme des menaces. C'est une mécanique bien huilée : chaque fait divers, chaque incident isolé, devient une preuve supplémentaire de la dangerosité de la « liberté d'installation » et de l'invasion étrangère.

Mais derrière cette vitrine d'informations alternatives, *Fdesouche* est avant tout une plateforme d'amplification des peurs. Chaque événement est utilisé pour raviver la tension, l'inquiétude et l'hostilité envers l'autre. Le site joue sur les représentations négatives des communautés,

en particulier musulmanes, et est souvent accusé de propager des théories du complot, de la haine raciale, et des idées fondées sur une pseudo-science sociale. À travers ses articles et ses commentaires, il exacerbe la division et nourrit une atmosphère de défiance généralisée. Les « envahisseurs » sont partout : dans les rues, dans les quartiers, dans les universités, et bientôt, selon le discours de *Fdesouche*, dans les institutions mêmes. Ce n'est plus un simple débat d'idées, mais une guerre déclarée contre une identité nationale menacée, en voie d'extinction.

Le site se distingue aussi par son engagement dans la création de communautés en ligne. Ses forums et ses espaces de discussion deviennent des lieux d'échange pour ceux qui partagent la même vision de la France. Là, la parole s'envenime, le langage devient de plus en plus radical, et les insultes raciales ou antisémites sont parfois tolérées, voire encouragées. Ce qui commence comme une simple plateforme d'informations finit par se transformer en un foyer de radicalisation, où la haine se nourrit d'un sentiment de dépossession et de frustration. Ceux qui en sortent radicalisés trouvent souvent d'autres plateformes plus extrêmes pour poursuivre leur chemin, et la boucle se boucle. *Fdesouche* est à la fois un lieu de passage et un catalyseur de la montée en puissance des idéologies d'extrême droite, où les propos haineux se transforment en vérités révélées et les discriminations en combats légitimes.

Une autre caractéristique du site, c'est sa capacité à jouer sur la victimisation. *Fdesouche* aime à se présenter comme un « ultime bastion de la liberté d'expression », luttant contre la censure qui, selon lui, frappe les patriotes. Mais en réalité, cette prétendue liberté d'expression cache un processus de manipulation des émotions. Les responsables du site savent parfaitement comment attiser les sentiments de révolte, de victimisation et d'indignation, afin de créer un sentiment d'urgence et de mobilisation parmi leurs

lecteurs. Les médias traditionnels sont souvent accusés de complaisance, de manipulation, ou même de collusion avec le « système », et *Fdesouche* se positionne comme la voix des oubliés, des délaissés, de ceux qui n'ont plus de place dans le débat public, à cause de la bien-pensance.

Si le site a su se constituer une audience fidèle et une influence non négligeable sur certaines couches de la population, il n'a jamais cessé d'être un foyer de division, une plaie béante dans le corps social. Ses articles, souvent sensationnalistes et alarmistes, ne laissent place à aucune nuance, aucun débat raisonnable. Là où d'autres voient des solutions sociales et politiques aux problèmes de la société française, *Fdesouche* préfère les jeter dans le panier des incompréhensions, des faiblesses, et des complots. L'idée même de la diversité culturelle, qui pourrait enrichir la nation, y est perçue comme une malédiction. Ce site nourrit donc une vision extrêmement réductrice et haineuse de ce qu'est réellement la France aujourd'hui, une France multiple, complexe, qui se réinvente en permanence.

En 2025, *Fdesouche* est toujours là, attirant une audience toujours plus large de personnes en quête de certitudes et d'unité dans un monde fragmenté. Mais derrière la façade de défense de la France et de ses traditions, ce site reste un vecteur de division, un aliment pour la haine et l'intolérance, et un terrain fertile pour toutes les idées qui s'opposent à la démocratie, au respect des droits humains, et à la diversité. Une plaie béante dans le corps de la République, qui, loin de nourrir un débat constructif, ne fait que renforcer les fractures déjà présentes dans la société.

Les réunions d'appartement

C'était une soirée ordinaire, mais à l'intérieur de cet appartement modeste situé dans une ruelle sombre de la banlieue d'une grande ville, l'air était lourd, chargé d'une tension palpable. La lumière tamisée des lampes de table projetait des ombres allongées sur les murs, et les rideaux tirés créaient une ambiance d'intimité feutrée. Autour de la table en bois massif, une dizaine de personnes étaient réunies. Aucun détail n'était laissé au hasard, l'agenda de la réunion était discret, circulant uniquement entre les membres les plus fidèles qui se sont rencontrés et croisés très régulièrement dans les réunions locales de partis politiques. On ne voulait pas attirer l'attention, pas encore. Mais dans cette pièce, on sentait que quelque chose de plus grand se tramait, une énergie brute prête à s'exprimer dans un éclat de voix.

Les murs étaient décorés d'un drapeau tricolore usé et de photos vieilles de plusieurs décennies, représentant des figures historiques qui, d'une manière ou d'une autre, incarnaient les idéaux que l'on se plaisait à vénérer ici. Parmi les visages qui se retrouvaient assez régulièrement dans cet appartement, il y avait une froide détermination, un désir commun d'aller plus loin, d'écrire leur propre histoire, une histoire qu'ils pensaient écrasée par les « élites » et la « politique de la soumission ».

Le ton de la réunion était, comme toujours, grave. François, le chef de la cellule, un homme de 42 ans, au regard dur et aux mains nerveuses, prit la parole. « Il est temps de passer à la vitesse supérieure. Nos messages résonnent, mais ça ne suffit plus. Les gens sont fatigués, ils veulent plus d'action. Plus de paroles, plus de ralliements. Ils veulent du concret. Le temps de l'attente est révolu. »

Les participants, de jeunes militants mais aussi de plus âgés, hochèrent la tête, leurs visages graves marqués par

des mois de frustration. La conversation tourna rapidement autour des figures qu'ils considéraient comme des « cibles ». Le ton montait, chaque mot frappait l'air comme un coup de marteau. Ils parlaient des « migrants » comme d'une invasion, des « élites » comme d'une caste corrompue, de l'islamisation comme un complot qu'il fallait absolument arrêter.

Lucie, la plus jeune de l'assemblée, âgée de 24 ans, s'emporta soudain : « Regardez ce qu'ils font à notre pays ! Regardez cette France qui se noie sous les vagues de l'immigration ! La police n'arrive même plus à contrôler les rues. Ils n'ont aucune place ici, aucun droit. Pourquoi on devrait supporter ça ? »

Les yeux se tournèrent vers elle, un regard approbateur, voire admiratif, se lisait sur les visages des autres. L'ambiance se détendit légèrement, comme si cette prise de parole libérait quelque chose de plus profond. Les mots avaient le pouvoir de les ressouder, de raviver la flamme qui les animait. Ils s'étaient trouvés dans ce cercle fermé, ceux qui avaient choisi de ne pas se taire, de ne pas accepter les compromis d'un système qu'ils jugeaient corrompu. Ils étaient unis par une même vision, une même conviction qu'il fallait se battre, et plus encore, prendre des mesures fortes.

Puis, Jean-Marc, un homme dans la cinquantaine au crâne rasé et à la voix grave, prit la parole. Il semblait particulièrement agité ce soir-là. « Vous savez ce que j'en pense. Ces gens-là, il faut leur montrer que leur place n'est pas ici. Si on n'agit pas maintenant, si on ne se soulève pas, ce sera notre civilisation qui disparaîtra. On peut bien discuter des idées, des mots, mais à un moment donné, il faudra bien que l'action suive. Et l'action, c'est la seule chose qui fera la différence. » Son ton, souvent plus posé, avait pris une intensité nouvelle, plus sombre.

« Il faut être prêts à tout », ajouta Pierre, un homme d'une cinquantaine d'années, la mâchoire serrée, les poings

crispés. « Les moyens d'expression traditionnels, c'est fini. Les journaux, la télé, les radios, tout ça, ce sont des outils du système. Nous, on doit infiltrer les endroits où ça se passe. On doit être présents sur tous les fronts, dans chaque discussion. Il faut que notre message s'infilte partout, jusqu'à ces jeunes qui sont prêts à entendre. Les réseaux sociaux sont notre arme, ils ne nous arrêteront pas. »

Chacun, à tour de rôle, ajoutait une pierre à l'édifice de ce projet insidieux : infiltrer les jeunes esprits, nourrir leur sentiment de révolte, éveiller leur colère. Un autre jeune homme, Xavier, un étudiant en droit, se leva brusquement, sa voix vibrante d'adrénaline. « Il est temps de donner un vrai sens à notre présence en ligne. Twitter, Facebook, ce sont nos champs de bataille. C'est là qu'on fait bouger les lignes. Regardez ce qui se passe ailleurs. En Italie, en Hongrie, en Pologne... on a un devoir de solidarité internationale. Le message, c'est : soit tu es avec nous, soit tu es contre nous. »

Les yeux brillaient de cette énergie qui se déversait dans la pièce, cette conviction que leur cause était juste, qu'ils portaient un fardeau lourd et nécessaire. Mais la question, sous-jacente, persistait : jusqu'où irait-on pour défendre cette vision ? Les paroles étaient libérées, mais la frontière entre discours et action devenait floue. Chaque membre de ce cercle, emporté par la force de ses convictions, savait bien qu'au-delà des simples mots, quelque chose de plus sombre, de plus risqué, se profilait à l'horizon.

À ce moment-là, quelqu'un évoqua le plan de répartition des ressources, une idée de recrutement dans les quartiers populaires, l'idée d'organiser des manifestations de plus grande envergure, d'accentuer les attaques contre les institutions qu'ils considéraient comme le cœur de la corruption. Les détails restaient flous, mais l'idée était claire : la révolte, cette fois, serait physique, elle se ferait

entendre à travers des gestes, des actes, et pas seulement des paroles.

La réunion toucha à sa fin, les idées devenant de plus en plus extrêmes ou confuses. Une fois la porte refermée, chaque militant reprit le chemin de sa propre vie, mais avec une certitude nouvelle : la lutte ne faisait que commencer. La parole était libérée, mais à quel prix ? Les regards étaient désormais tournés vers un futur incertain, où l'action viendrait prouver la véritable portée de leurs discours.

Le rôle de CNews

CNews, chaîne d'information continue née en 1999 sous le nom de i-Télé, a parcouru un chemin tortueux depuis ses débuts. Ce qui était initialement un simple projet d'information à la manière d'une chaîne de télévision classique a progressivement évolué pour devenir une plateforme influente, à la fois plébiscitée et détestée, en raison de son virage idéologique marqué. Ce changement de cap, notamment à partir du début des années 2010, a vu la chaîne se rapprocher de certaines thèses de l'extrême droite, tout en revendiquant une ligne éditoriale résolument à droite, voire ultra-conservatrice. Cette évolution n'est pas sans conséquence, car elle a propulsé CNews au cœur des débats politiques et médiatiques en France, à un moment où l'extrême droite, représentée par des figures comme Marine Le Pen, Éric Zemmour ou encore Nicolas Dupont-Aignan, connaît une ascension sans précédent.

Au départ, i-Télé se voulait un média d'information neutre, mais l'arrivée de Serge Nedjar en 2012 en tant que directeur général et de plusieurs figures journalistiques influentes marqua un premier tournant. Au fil des années, la chaîne adopta un ton de plus en plus polémique, flirtant avec des idées radicales sans jamais franchir

complètement le Rubicon. Le décollage idéologique de CNews se manifesta à partir de 2016, avec l'arrivée de figures de proue de la droite dure, comme Eric Zemmour, devenus des chroniqueurs réguliers. Ces hommes, connus pour leur radicalité, leur critiques acerbes de l'immigration et leur haine des élites politiques et médiatiques, apportaient à la chaîne un vent de provocation salué par une partie du public, mais redouté par beaucoup d'autres. Zemmour, notamment, allait incarner la figure du polémiste ultra-conservateur qui s'attaque sans vergogne aux institutions et aux minorités, et qui, sur CNews, trouvait un terrain de prédilection pour son discours nationaliste, identitaire et parfois xénophobe.

La chaîne, loin d'être un simple relais de l'information, s'affirmait de plus en plus comme une véritable scène pour la diffusion d'un discours qui emprunte autant aux analyses sociétales d'extrême droite qu'aux appels à la « réaction » face à la modernité. Les émissions comme « Face à l'info », où Zemmour incarnait un rôle de « dissident médiatique », suscitèrent des réactions passionnées et divisées. Pour ses partisans, CNews était un bastion de liberté d'expression, un endroit où l'on pouvait enfin entendre les vérités que les médias traditionnels taisaient. Mais pour ses détracteurs, la chaîne n'était rien de moins qu'un véhicule de la haine et du populisme, manipulant les peurs, alimentant les stéréotypes, et servait de tribune à des idées qui, dans le passé, auraient été considérées comme marginales, voire dangereuses.

Le rapport de CNews avec l'extrême droite s'est intensifié avec le temps. Alors que des figures politiques comme Marion Maréchal ou Gilbert Collard (tous deux proches du Rassemblement National) ou encore Philippe de Villiers sont invitées régulièrement sur la chaîne, leur présence dans l'espace médiatique se transforme progressivement en un témoignage d'une stratégie concertée. CNews devient un espace de légitimation, où les idées les plus

controversées de l'extrême droite trouvent un écho massif et une tribune inattendue. Le ton, volontairement provocateur, s'inscrit dans une logique de défiance envers l'establishment et de radicalisation des discours politiques. Marine Le Pen, candidate du Rassemblement National, y trouve également un appui stratégique. Sa présence régulière sur le plateau, son échange constant avec des journalistes et des intellectuels d'extrême droite font de CNews un levier pour diffuser un discours anti-système. La chaîne devient ainsi une caisse de résonance de l'extrême droite, où les opposants au macronisme et au progressisme trouvent un terrain d'expression privilégié. L'aspect récurrent de la question migratoire et de la « lutte contre l'islamisation » occupe une place prépondérante sur CNews. Les thématiques abordées sont souvent associées à une vision de la France profondément nostalgique et conservatrice, dépeignant un pays défiguré par l'arrivée massive d'étrangers et la perte de son identité chrétienne et républicaine. Les reportages sur les quartiers dits « sensibles » ou les débats sur l'islam et l'immigration ne font pas que refléter une réalité sociale complexe ; ils sont souvent utilisés comme instruments de division et de stigmatisation. CNews n'hésite pas à appuyer sur ces leviers, provoquant des polémiques régulières, tout en suscitant un engouement chez un public en quête de réponses radicales face aux « problèmes de société ».

En matière de discours, CNews s'est peu à peu transformée en une véritable machine de guerre idéologique, dans laquelle les accusations de « complicité médiatique » ou de « mainmise des élites » sont régulièrement relancées. Ces allégations trouvent un terrain fertile dans une époque marquée par le populisme. L'attaque systématique des « élites mondialisées », souvent associées à la gauche, à Bruxelles ou à la finance, est un leitmotiv quotidien. Paradoxalement, la chaîne s'oppose vigoureusement à toute forme de pensée critique,

et plus encore à l'ouverture d'un débat réellement pluraliste, où des opinions divergentes puissent se confronter. À travers ce prisme, CNews n'est pas simplement une chaîne d'information ; elle devient un terrain d'affrontement, un champ de bataille où se joue la guerre idéologique de la France d'aujourd'hui.

Les accointances entre la chaîne et les figures d'extrême droite ne s'arrêtent pas à la simple présence d'invités : elles nourrissent un climat de normalisation des discours extrémistes. La frontière entre le débat démocratique et l'embrigadement idéologique se fait de plus en plus floue, et les attaques ad hominem se multiplient à l'encontre de ceux qui osent dénoncer les dérives de cette ligne éditoriale. L'influence de CNews dépasse rapidement le cadre médiatique traditionnel, infiltrant même les arènes politiques et universitaires. Son impact est tel qu'il contribue à la radicalisation d'une part de l'opinion publique, cherchant à dissocier le patriotisme d'une époque révolue et de la réalité complexe d'une France plurielle, multiculturelle et en perpétuelle évolution.

En 2025, CNews est devenue une sorte de catalyseur de l'idéologie populiste et réactionnaire, un amplificateur de tensions sociales et ethniques. Plus qu'une simple chaîne d'information, elle est devenue un acteur politique à part entière, un relai des voix les plus radicales et des partis politiques qui refusent tout compromis. Ses journalistes, certains portés par la ferveur idéologique, entretiennent et nourrissent cette machine à propager une vision de la société qui se veut pure, monolithique et profondément conservatrice. Ce qui frappe dans cette évolution, c'est la volonté d'enfermer le pays dans une vision unique et régressive, un idéal figé et irréaliste d'une France d'avant la mondialisation, loin des complexités du monde moderne.

CNews, en embrassant de plus en plus cette ligne éditoriale extrême, finit par s'isoler du reste du paysage

médiatique français. La chaîne se fait l'écho de préoccupations qui, bien souvent, sont exagérées ou déformées, mais qui trouvent un terreau fertile dans une société de plus en plus fracturée. Ses émissions sont devenues des symboles de la fracture idéologique qui traverse la France, une fracture où se mêlent populisme, radicalité, et exclusion. En cela, CNews n'est pas seulement un observateur des mutations sociales du pays, elle en devient un acteur incontournable, une force qui façonne et amplifie les clivages au lieu de les apaiser. Au lieu de chercher à rassembler autour des enjeux communs, elle exacerbe les conflits, et, par ce biais, contribue à la montée en puissance de l'extrême droite sur le plan médiatique et politique.

L'extrême droite en Europe de nos jours

En 2025, l'extrême droite en Europe apparaît comme une force politique et idéologique qui, loin de se fragmenter, s'est solidifiée et internationalisée, devenant un acteur incontournable du paysage politique européen. De l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud, elle a su trouver des terrains fertiles dans les fractures économiques, sociales et culturelles de l'Europe post-moderne. À l'heure où les nations du Vieux Continent sont confrontées à des défis sans précédent – crise climatique, flux migratoires, mondialisation, menaces géopolitiques – l'extrême droite offre des réponses radicales et nationalistes, souvent simplistes, mais efficaces pour une partie de l'électorat qui se sent exclue du débat démocratique traditionnel.

Les partis d'extrême droite ont su capitaliser sur les peurs et les frustrations qui habitent une large portion de la population. La crise économique de 2008, suivie des politiques d'austérité imposées par l'Union européenne, a laissé des cicatrices profondes dans les sociétés européennes. La précarité, le chômage de masse, et

l'incertitude de l'avenir ont alimenté un ressentiment qui a été habilement récupéré par des formations politiques prônant des solutions radicales. Ces partis se sont bâtis sur une rhétorique de rejet de l'Europe, de l'immigration et des élites politiques, et ont trouvé dans le populisme un outil puissant pour mobiliser des foules toujours plus nombreuses. Leurs discours, simples mais incisifs, ont donné à la droite nationale un regain d'importance, jusqu'à redéfinir le paysage politique sur le vieux continent.

En 2025, les figures emblématiques de l'extrême droite européenne sont nombreuses et diverses, mais partagent toutes une vision du monde marquée par le nationalisme, le protectionnisme et la défiance envers les institutions européennes. En France, le Rassemblement National, sous la direction de Marine Le Pen, continue de jouer un rôle majeur, malgré les tensions internes et la montée des voix contestataires. Marine Le Pen, toujours aussi déterminée à incarner la défense des « Français de souche », a su adapter son discours aux nouvelles attentes de l'électorat, modérant certains de ses propos tout en restant fidèle à une ligne dure sur l'immigration et la sécurité. Toutefois, elle n'est plus seule sur la scène européenne. En Italie, Matteo Salvini, à la tête de la Ligue, a maintenu sa politique migratoire ferme tout en se posant en défenseur des traditions italiennes et chrétiennes. Giorgia Meloni poursuit avec force la même politique. Leurs voix, loin de se cantonner à la marge, deviennent des références qui influencent l'ensemble du spectre politique, notamment en matière de politique étrangère et de souverainisme.

Plus à l'Est, des partis comme le PiS (Droit et Justice) en Pologne ou le Fidesz de Viktor Orbán en Hongrie incarnent des régimes qui, bien que non officiellement d'extrême droite, partagent une vision idéologique similaire, alliant nationalisme, conservatisme social et méfiance vis-à-vis de Bruxelles. La Pologne, en

particulier, voit son régime s'affirmer comme un bastion de la « vraie » Europe chrétienne, opposée à l'immigration et à l'idéologie progressiste, rejetant les principes d'une Europe ouverte et multiculturelle. Orbán, quant à lui, a transformé la Hongrie en un laboratoire de ce qu'il appelle « la démocratie illibérale », où les libertés individuelles sont régulièrement mises à mal au nom de la préservation des valeurs chrétiennes et nationalistes. Ces pays, aux côtés de la Hongrie et de la Pologne, forment un groupe influent au sein de l'UE, appelant régulièrement à un repli sur soi et à la fermeture des frontières, au détriment des principes européens de solidarité et de coopération.

Le plus inquiétant dans cette évolution est la montée en puissance d'un discours de plus en plus radical et révisionniste, qui n'hésite plus à flirter ouvertement avec les frontières de l'extrême droite la plus dure. Les manifestations de haine, la stigmatisation des minorités, et la glorification des dictatures passées sont des phénomènes qui se sont multipliés dans plusieurs pays. Le Brexit, en particulier, a laissé un vide idéologique et politique qui a été habilement exploité par des partis nationalistes et anti-européens. Le Royaume-Uni, bien qu'ayant quitté l'Union européenne, reste un terrain d'influence majeur pour la droite populiste. Des figures comme Nigel Farage continuent d'œuvrer pour un populisme nationaliste qui voit dans l'extrême droite une réponse naturelle aux défis du monde moderne. Ce genre de discours, tout en étant nourri par un racisme sous-jacent, se fait de plus en plus mainstream, grâce à l'utilisation des réseaux sociaux et des médias alternatifs, qui contribuent à propager des idéologies détestables à une échelle beaucoup plus large qu'auparavant.

En Allemagne, le AfD (*Alternative für Deutschland*), un parti né dans les années 2010, a réussi à s'imposer comme un acteur majeur de l'extrême droite, même s'il continue de diviser profondément le pays. Le parti, d'abord marqué

par une critique de l'immigration et de la politique européenne, a progressivement adopté des positions de plus en plus radicales, flirtant avec des éléments d'un néonazisme ouvert. Ses succès électoraux dans les Länder de l'Est, où la colère contre l'État central et la méfiance à l'égard des migrants sont fortes, témoignent de cette dynamique inquiétante. Les résultats électoraux de l'AfD lors du scrutin de 2025 sont les plus élevés jamais atteint par ce parti. En Suède et au Danemark, des partis comme les Démocrates de Suède ou le Parti du Peuple du Danemark ont également vu leur influence grandir, portés par un discours qui dénonce les bienfaits supposés du multiculturalisme et de l'immigration, et plaide pour une politique de fermeture des frontières. Dans ces pays nordiques historiquement tolérants, l'extrême droite est désormais un acteur clé dans la redéfinition des politiques migratoires et d'intégration.

Le paysage médiatique européen a également été affecté par cette montée de l'extrême droite. Les réseaux sociaux jouent un rôle essentiel dans cette dynamique, permettant à des idéologies radicales de se diffuser rapidement à travers des canaux alternatifs. Les figures de l'extrême droite, en particulier, ont su capitaliser sur la fragmentation médiatique, en créant leurs propres plateformes de communication qui échappent aux régulations classiques. Ce phénomène est exacerbé par une défiance croissante envers les médias traditionnels, jugés souvent trop alignés sur les intérêts des élites globalistes. Les « fake news », les théories du complot, et la manipulation de l'information sont des pratiques courantes dans les stratégies de communication de ces partis. L'extrême droite, en 2025, semble en parfaite maîtrise de ces outils, et utilise les réseaux sociaux pour créer une contre-narration, où les voix alternatives se multiplient et où l'argumentaire populiste est véhiculé sans aucune censure.

En conclusion, l'extrême droite en Europe, en 2025, est une force qui devient peu à peu hégémonique, qui parvient à se répandre et à imposer ses idées à une échelle largement plus importante que dans les années précédentes. Du Brexit à la montée des partis populistes en Europe de l'Est, en passant par la radicalisation des partis traditionnels en Europe de l'Ouest, le paysage politique du Vieux Continent semble inexorablement dominé par cette mouvance. En réponse à un monde de plus en plus globalisé, l'extrême droite offre des réponses simplistes et exclusivistes, qui attirent les électeurs en quête de repères. Toutefois, cette ascension n'est pas sans risques : derrière les promesses de souverainisme et de protection, se cache un danger bien plus grand pour la démocratie européenne.

Les adhésions aux partis d'extrême droite

En 2025, les chiffres d'adhésion aux partis politiques d'extrême droite en France révèlent une dynamique complexe, teintée de succès électoraux et de nouveaux défis pour les formations qui se réclament du nationalisme et du souverainisme. Le Rassemblement National (RN), héritier du Front National, reste la figure de proue de cette mouvance, bénéficiant d'un ancrage profond dans le paysage politique français. Le parti, sous la direction de Marine Le Pen, affiche des chiffres impressionnants d'adhésions, bien que ces derniers ne fassent pas oublier les débats internes et les querelles de leadership qui l'assaillent. En 2025, il revendique environ 130 000 adhérents, un nombre qui reste stable, voire légèrement en hausse, par rapport aux années précédentes. Si la popularité du parti s'est renforcée, notamment à travers des succès électoraux aux régionales, aux législatives et à la présidentielle, ces adhésions témoignent aussi du poids de l'histoire du FN, d'un héritage politique encore bien vivant malgré la volonté de renouveler son image.

Reconquête, le parti fondé par Éric Zemmour en 2021, représente une autre incarnation de l'extrême droite en France. Plus récent, plus radical et revendiquant une ligne plus conservatrice et identitaire, Reconquête a, en un temps relativement court, capté l'attention d'une partie du public désireux de suivre une nouvelle voie nationaliste. Les adhésions à ce parti sont marquées par une adhésion plus théorique aux idées de Zemmour, nourries par une volonté de rupture avec l'ordre politique traditionnel. Selon les dernières estimations en 2025, le parti totalise environ 35 000 adhérents. Ce chiffre est certes inférieur à celui du RN, mais il témoigne de l'impact de Zemmour dans les médias et de son influence sur une frange significative de la droite décomplexée. Les adhérents de Reconquête, moins nombreux que ceux du Rassemblement National, se distinguent par un fervor particulière, souvent plus idéologique et tournée vers la remise en cause des valeurs républicaines et la refondation d'une France « authentique ».

Quant à Debout la France, le parti dirigé par Nicolas Dupont-Aignan, il continue de défendre un souverainisme républicain, mêlé de critiques acerbes contre l'Europe et le mondialisme. Bien que sa popularité soit bien moins éclatante que celle du RN ou de Reconquête, Debout la France garde un noyau dur d'adhérents fidèles à sa vision gaullienne et indépendante. En 2025, il revendique environ 15 000 adhérents, un chiffre qui, bien que modeste, témoigne d'un ancrage dans certaines régions du pays, notamment en Île-de-France et dans les départements ruraux. Le parti, souvent décrit comme étant plus modéré que les autres formations d'extrême droite, peine toutefois à se positionner comme une véritable alternative aux géants du nationalisme français. Ses adhérents, bien que plus discrets, sont animés par une vision de la souveraineté nationale et par la volonté de

préserver la France de ce qu'ils perçoivent comme des influences étrangères néfastes.

Ces chiffres, bien qu'indicatifs d'une dynamique d'adhésion, doivent aussi être compris dans un contexte de transformation profonde du paysage politique français. L'adhésion à ces partis est, de plus en plus, une expression de soutien à une idéologie populiste, nationaliste et anti-système, plutôt qu'une simple appartenance partisane classique. Ces partis ont su exploiter les failles d'un système politique jugé inopérant pour une partie de la population, et ils captent aujourd'hui une audience passionnée, déterminée et souvent militante. Pourtant, ces chiffres ne doivent pas occulter les fractures internes qui demeurent au sein de ces formations, partagées entre ceux qui réclament plus de radicalité et ceux qui appellent à une ligne plus modérée, parfois plus électoraliste, pour espérer conquérir le pouvoir national.

Les chiffres électoraux des partis d'extrême droite

Les résultats électoraux des partis d'extrême droite en France depuis 1972 nous racontent une histoire de lutte constante, d'adaptations aux évolutions sociétales et de résistance face aux nombreux obstacles politiques. Ils s'inscrivent dans un contexte où l'idéologie nationale-populiste, longtemps confinée dans les marges de la politique française, a progressivement gagné en influence, tout en restant sur une ligne fragile entre l'acceptation par une partie de la population et le rejet par une autre.

Le Rassemblement National a connu une ascension lente mais constante, ponctuée de victoires électorales retentissantes et de moments de déclin. Lors de sa création, en 1972, le Front National peinait à obtenir une reconnaissance sérieuse. Lors des premières élections législatives où il se présente, en 1973, il ne récolte qu'un modeste 0,7% des voix. Jean-Marie Le Pen, certes un

orateur provocateur, n'a pas encore l'audience qu'il connaîtra plus tard. Cependant, son discours nationaliste, xénophobe et critique du système commence à résonner auprès d'un petit électorat, particulièrement dans les milieux populaires et chez les jeunes générations.

Au fil des décennies, le FN parvient à imposer son nom et ses idées sur la scène politique. En 1984, lors des élections européennes, il réalise un premier grand exploit en recueillant 10,95% des voix, obtenant ainsi ses premiers sièges au Parlement européen. À la fin des années 1980, les élections municipales et européennes voient les scores du FN progresser régulièrement, et en 1995, Jean-Marie Le Pen atteint un moment historique : lors du premier tour de l'élection présidentielle, il parvient à obtenir 15% des voix, s'imposant comme une figure de l'extrême droite au cœur de la vie politique française. La véritable percée a lieu en 2002, lorsque Jean-Marie Le Pen parvient à se qualifier pour le second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac, récoltant 16,86% des voix au premier tour, un exploit qui fait entrer le FN dans le champ des partis politiques avec une représentation nationale plus que significative.

Au fur et à mesure des années, les résultats électoraux du Rassemblement National s'affirment et se diversifient. Sous la direction de Marine Le Pen, le parti devient une force incontournable du paysage politique français. Aux élections présidentielles de 2017, elle recueille 21,3% des voix au premier tour, se qualifiant pour un deuxième tour où elle s'incline face à Emmanuel Macron. Toutefois, cet échec est perçu comme une étape dans l'affirmation du RN comme l'un des deux grands partis de la politique française, un rival sérieux pour les formations traditionnelles. En 2022, Marine Le Pen franchit une nouvelle étape, récoltant 23,15% des voix au premier tour de la présidentielle, marquant une nouvelle progression de

la famille Le Pen à l'échelle nationale, même si elle échoue de nouveau à accéder à la présidence.

Le cas de Reconquête, fondé par Éric Zemmour en 2021, est à la fois plus récent et plus complexe. Ce mouvement, issu d'une frange de l'extrême droite dure, séduit par son discours radical et identitaire. Lors de l'élection présidentielle de 2022, Zemmour, avec son charisme de polémiste et ses prises de position souvent provocatrices, obtient 7,07% des voix au premier tour, une performance qui marque un certain engouement pour ses idées parmi une partie de l'électorat de droite radicale. Bien qu'il n'ait pas réussi à se qualifier pour le second tour, cette performance témoigne de la montée en puissance de sa vision du monde et d'un électorat qui souhaite renouer avec un nationalisme fort, parfois teinté d'une volonté de rupture avec l'ordre établi. Le résultat est suffisant pour que Reconquête devienne un acteur du paysage politique, mais il n'est pas encore une menace sérieuse à l'échelle nationale.

Debout la France, dirigé par Nicolas Dupont-Aignan, évolue sur une trajectoire plus modeste, mais qui mérite également d'être soulignée. Ce parti, plus axé sur le souverainisme républicain que sur l'idéologie purement d'extrême droite, a connu plusieurs campagnes électorales où ses résultats sont restés dans les marges. Lors de l'élection présidentielle de 2017, Debout la France obtient 4,7% des voix, un résultat qui le place en dehors des grands débats nationaux. En 2022, Dupont-Aignan ne parvient pas à faire mieux, récoltant 2,1% des voix. Si ses positions fermes contre l'UE et pour une souveraineté nationale renforcée résonnent auprès de certains électeurs, le parti peine à dépasser le stade de l'alternative marginale et à s'imposer sur le terrain politique national.

Les résultats électoraux de ces partis, tout en étant indicatifs de la montée d'une droite radicale en France, révèlent aussi l'oscillation entre succès électoraux et

échecs cuisants. Le Rassemblement National, avec sa capacité à fidéliser un électorat de plus en plus large, est désormais un acteur central, tandis que Reconquête et Debout la France, malgré leurs tentatives, peinent à se hisser au niveau des géants du nationalisme. Chaque élection, chaque score, est un signe de la montée de ces idéologies, de la radicalisation progressive de certaines franges de la société française et de l'adaptabilité de ces partis, capables de se renouveler et de s'ancrer plus profondément dans les luttes culturelles et économiques du pays.

Conclusion

En France, l'extrême droite n'a jamais été un accident de l'histoire. Elle est une composante persistante de notre vie politique, un spectre qui ressurgit à chaque moment de crise, attisant les peurs, exacerbant les fractures, exploitant les désillusions. Ce document a tenté de retracer son parcours, de l'analyser sans complaisance, et d'en mesurer les menaces contemporaines.

Longtemps, l'extrême droite a été associée aux bas-fonds de la vie politique : ligues factieuses, collabos de Vichy, groupuscules marginaux, violence antisémite ou raciste. Elle portait en elle une hostilité viscérale aux valeurs fondamentales de la République : liberté, égalité, fraternité. Aujourd'hui, si ses formes ont changé, si son visage s'est policé, son projet reste fondamentalement le même : dresser les Français les uns contre les autres, ériger des murs, restreindre les libertés, réécrire l'histoire au profit d'une vision nostalgique, autoritaire et xénophobe de la nation.

La stratégie dite de « dédramatisation » n'a pas transformé l'essence de l'extrême droite ; elle en a seulement masqué les traits les plus outranciers pour mieux avancer ses pions dans l'espace public. Ce qui hier apparaissait comme

inacceptable est désormais discuté sans frémir sur les plateaux télévisés et dans les colonnes des grands médias. Sous couvert de débats légitimes sur l'immigration, la sécurité ou l'identité, on assiste à une banalisation progressive d'un discours qui prépare, lentement mais sûrement, la remise en cause du projet démocratique lui-même.

Les succès électoraux récents du Rassemblement National et l'émergence de Reconquête montrent que l'extrême droite sait se réinventer pour capter les colères populaires. Elle surfe sur les angoisses économiques, les inquiétudes culturelles, la défiance envers les élites. Mais derrière ses promesses de renouveau et de réconciliation nationale, elle ne propose qu'un projet régressif, centré sur l'exclusion, le repli et la méfiance généralisée.

Il est crucial de ne pas se laisser abuser par les discours de normalisation. Les références historiques, les ambiguïtés sur l'histoire de Vichy, les clins d'œil appuyés aux théories du « grand remplacement », la complaisance envers des courants ouvertement racistes ou islamophobes, tout cela témoigne d'une continuité idéologique profonde. Ce ne sont pas des accidents ou des dérapages, mais bien des révélateurs du projet politique sous-jacent.

À chaque époque, l'extrême droite a su trouver un langage adapté : monarchiste à la fin du XIX^e siècle, pétainiste dans les années 1940, poujadiste dans les années 1950, national-populiste sous Jean-Marie Le Pen, « social-souverainiste » sous Marine Le Pen, « identitaire » avec Zemmour. Mais quelle que soit l'étiquette, elle porte en elle la même volonté : remettre en cause les principes universels, enfermer la citoyenneté dans des critères ethniques ou culturels, nier l'égalité réelle de tous devant la loi.

Face à cette menace polymorphe, le combat ne peut se limiter à la dénonciation morale. Il doit être politique, social, culturel. Combattre l'extrême droite, ce n'est pas

simplement rappeler ses racines historiques sombres ; c'est répondre aux raisons profondes qui la nourrissent : l'insécurité sociale, l'angoisse identitaire, le sentiment d'abandon dans les périphéries, la désaffection démocratique.

Refuser l'extrême droite, c'est refuser le fatalisme qu'elle impose. Ce n'est pas céder au discours selon lequel « il n'y aurait pas d'alternative » au déclin ou à la fermeture. C'est rappeler que la France s'est toujours renforcée en se tournant vers l'avenir, jamais en s'enfermant dans la peur de l'autre. L'histoire nationale n'est pas celle d'une pureté à défendre, mais d'un mouvement, d'une capacité à intégrer, à renouveler, à transformer.

Il est trop facile de croire que l'extrême droite se combattra d'elle-même, par l'effet mécanique de son incompetence ou de ses contradictions internes. L'histoire montre au contraire que les forces de haine prospèrent lorsque l'espoir faiblit. Lorsque les partis traditionnels désertent les classes populaires. Lorsque la gauche s'épuise dans ses divisions. Lorsque la démocratie paraît impuissante face aux défis sociaux et écologiques.

Aujourd'hui, l'extrême droite se présente comme un recours, alors qu'elle n'est qu'un facteur de crise supplémentaire. Ses réponses simplistes aux problèmes complexes – expulser, fermer, exclure – ne résolvent rien, elles ne font que déplacer la colère vers de nouveaux boucs émissaires, nourrissant ainsi une spirale sans fin de violence symbolique, puis physique.

La banalisation de l'extrême droite n'est pas seulement un risque politique : c'est un péril pour la société tout entière. C'est la menace d'une fracture durable, d'une perte de repères communs, d'un glissement progressif vers un régime d'exception, où l'État de droit est affaibli, où les libertés publiques sont rognées au nom d'une sécurité illusoire.

Pour y faire face, il ne suffit pas d'invoquer les grands principes. Il faut leur redonner vie concrètement : combattre les inégalités, reconstruire une école de l'émancipation, investir dans les territoires abandonnés, retisser des solidarités nouvelles, redonner du sens à l'engagement civique.

Ce combat est exigeant. Il demande de la clarté, du courage, de la ténacité. Il demande aussi de ne pas céder aux sirènes de l'ambiguïté ou du « ni-ni », qui tendent à placer l'extrême droite sur un même plan que ses adversaires républicains. L'extrême droite n'est pas un courant politique comme un autre ; c'est une négation même du pluralisme démocratique.

Conclure ce document, c'est donc rappeler une évidence : l'extrême droite n'est pas seulement une adversaire politique, elle est l'ennemie de l'idée même de démocratie républicaine. Laisser progresser ses idées, céder à son influence culturelle, c'est accepter une régression historique dont nous savons déjà, pour l'avoir vécue, les conséquences tragiques.

Il appartient aux citoyennes et citoyens, aux acteurs politiques, sociaux, culturels, d'assumer ce combat. Non pas au nom d'un passé idéalisé, mais au nom d'un futur désirable, d'une France ouverte, libre, fière de sa diversité, fidèle à son héritage révolutionnaire : celui d'une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.

Refuser l'extrême droite, c'est croire encore en la capacité de ce pays à surmonter ses peurs pour renouer avec son ambition la plus haute : celle d'une nation émancipée, fraternelle, tournée vers l'universel. C'est ce combat qu'il nous faut poursuivre, sans relâche.

Chronologie

1900–1945 :

- 1900 : L'Action française (Charles Maurras) devient le principal mouvement d'extrême droite, monarchiste, antisémite et anti-parlementaire.
- 1914–1918 : Première Guerre mondiale. Nationalisme exacerbé, haine de l'Allemagne.
- 1920s : L'Action française gagne en influence. Ligue des Camelots du Roi (milice royaliste).
- 1930 : Montée des ligues d'extrême droite : Croix-de-Feu (François de La Rocque), Jeunesses patriotes, Solidarité française.
- 6 février 1934 : Émeutes antiparlementaires à Paris ; scandale Stavisky ; certaines ligues sont dissoutes après.
- 1940–1944 : Régime de Vichy : collaboration avec l'Allemagne nazie (Pétain, Laval). Extrême droite collaborationniste, milices anti-communistes et antisémites.
- 1944–1945 : Chute du régime de Vichy ; discrédit massif de l'extrême droite française.

1945–1972 :

- 1945–1950 : Période de discrédit et de marginalisation. Quelques groupuscules survivants : néofascistes, anciens collaborateurs (Jeune Nation, Ordre Nouveau).
- 1954–1962 : Guerre d'Algérie ; naissance de l'OAS (Organisation de l'armée secrète) en 1961, groupe terroriste d'extrême droite pro-Algérie française.
- 1968 : Contestation étudiante (Mai 68) ; réaction droitiste avec des mouvements étudiants d'extrême droite (Groupe Union Défense, GUD).

- 1972 : Fondation du Front national (FN) par Jean-Marie Le Pen, regroupant diverses factions d'extrême droite.

1972–2002 :

- 1974–1980 : FN reste marginal. Militantisme violent (GUD, Occident, Ordre Nouveau).
- 1983 : Percée électorale du FN à Dreux (Jean-Pierre Stirbois).
- 1984 : Le Pen obtient 10 % aux élections européennes.
- 1986 : FN entre à l'Assemblée nationale avec 35 députés grâce à la proportionnelle.
- 1990 : Thématiques principales : immigration, insécurité, identité nationale. Scissions internes : création du MNR (Mouvement National Républicain) par Bruno Mégret en 1998.
- 2002 : Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle face à Jacques Chirac (21 avril 2002).

2002–2015 :

- 2002–2007 : Mobilisation massive « anti-Le Pen » (manifestations). Faible score de Le Pen en 2007.
- 2011 : Marine Le Pen prend la tête du FN, amorce une stratégie de "dédiabolisation" du parti.
- 2012 : Marine Le Pen obtient 17,9 % à l'élection présidentielle.
- 2015 : Pic du FN après les attentats islamistes en France ; FN premier parti de France aux élections régionales sans accéder au pouvoir.

2015–2025 :

- 2017 : Marine Le Pen accède au second tour de la présidentielle face à Emmanuel Macron, défaite (33,9 %).
- 2018 : Le FN devient le Rassemblement National (RN) pour paraître plus respectable.

- 2021–2022 : Éric Zemmour lance son propre mouvement Reconquête ; scission d'une droite plus radicale.
- 2022 : Marine Le Pen atteint 41,5 % au second tour de la présidentielle contre Emmanuel Macron.
- 2024–2025 : Le RN arrive largement en tête aux élections européennes ; l'extrême droite n'a jamais été aussi proche du pouvoir. Aux élections législatives de juin 2024, le RN obtient 33,42% au premier tour et 37,17% au second tour et 143 députés élus.